N°80 quotidien communiste révolutionnaire 1,50 F

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI 21 JUIN 1976

Belgique : 15 FB. Suisse : 1 FS.

UN SILENCE LOURD COMME UN AMX 30

C'est un lieu commun de souligner la complicité du gouvernement Français avec les racistes de Prétoria, mais il est des évidences qui font trop mal pour n'être que décrites. Des évidences aussi criminelles que celles qui nous parlent de massacres d'enfants de Soweto par hélicoptères Alouette , chars *AMX* et armes françaises, doivent être criées et répétées à l'infini. Elles seules expliquent la longue et harmonieuse histoire des rapports entre la bourgeoisie française et Sud-Africaine, soumise à des nécéssités de profits évidents, mais cimentée également au delà des nuances d'expression, par une profonde communauté de vues quant au maintien de leurs privilèges. Le néo-colonialisme giscardien et l'esclavagisme sud-africain ne sont pas antagoniques, ils sont complèmentaires. L'aide bien comprise de Giscard à Prétoria que ce soit lors de l'agression multinationale contre l'Angola, ou en lui fournissant les moyens de fabrication de l'arme nucléaire illustre la conformité des intentions Dès lors les responsabilités qui incombent au mouvement ouvrier français sont particulières. Elles ne se fondent pas sur le seul anachronisme que représente en 1976 l'existence d'un tel régime raciste, mais face à l'internationalisation du capital, le devoir des travailleurs français est de neutraliser l'un des soutiens les plus sérieux de l'Afrique du Sud .

De tous les gouvernements occidentaux, celui de Giscard est le seul dont on n'ait pas entendu la moindre prise de position. Il n'est pas possible que l'installation de la centrale nucléaire se fasse dans les années à venir. Il n'est pas possible que le Congrès de l'industrie touristique sud-africaine se tienne en septembre à Deauville comme celà a été envisagé par Michel D'Ornano. Dans la campagne mondiale qui ne cesse de s'amplifier, pour l'élimination de ce régime, notre action doit être à la hauteur du soutien diplomatique, économique et militaire que le gouvernement Giscard accorde à l'apartheid. La forteresse Sud-Africaine est désormais minée de l'intérieur. Après la mort du colonialisme portugais c'est au tour des bastions blancs de Rhodésie et d'Afrique du Sud de devoir être balayés.

Franck Tenaille.

MANIFESTATION A L'AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD

Un rassemblement de protestation contre les massacres de Johannesburg et pour dénoncer la complicité du gouvernement français aura lieu ce lundi à 17h 30 devant l'ambassade d'Afrique du sud, 59, quai d'Orsay à Paris.

ITALIE

VOTE A HAUTE TENSION

De notre envoyée spéciale.

A l'heure où les opérations électorales se terminent, on peut faire un premier bilan d'une campagne qui a été la plus brève, et, en même temps, la plus dramatique de ces trente dernières années. Des événements comme l'assassinat d'un jeune anti-fasciste à Milan, l'expédition de la bande fasciste Saccucci dans la petite ville de Sezze, l'exécution par les Brigades Rouges de Coco, procureur de Gênes et les kidnappings de deux gros commerçants à Rome ont contribué à augmenter la tension. Le résultat d'ensemble a été une polarisation de plus en plus accentuée entre les deux fronts opposés. Reflet, en dernière analyse, de la polarisation sociale très profonde qui s'est produite en Italie pendant les huit dernières années.

La Démocratie chrétienne s'est efforcée d'exploiter cette polarisation à son avantage. Le véritable protagoniste de sa campagne n'a pas été le « novateur » Zaccagnini, mais le vieux parain Fanfani qui a opposé le refus le plus radical à toutes les ouvertures du PCI et a fait flêche de tout bois pour cristalliser autour de la DC toutes les forces conservatrices. Les mésaventures d'Almirante, dont la politique de droite, conservatrice « démocratique », a achoppé par la faute de Saccucci et d'autres ultras du mouvement néo-fasciste MSI, semblent avoir favorisé cette récupération Démocrate chrétienne sur la droite, même s'il est difficile de donner une appréciation quantitative exacte du phénomène.

Le PCI n'a cessé d'apparaître au long de la campagne comme le pôle alternatif essentiel à la DC et à son régime. Les exigences électorales ont d'ailleurs poussé les orateurs et la presse du parti à hausser le ton de la polémique contre la DC qui a été l'objet d'attaques de plus en plus virulentes. Mais cela n'a eu aucune implication politique sur le projet de compromis historique comme projet stratégique et le gouvernement d'unité démocratique à échéance immédiate. De plus, en ce qui concerne le contenu de la politique proposée pour l'après 20 juin, les propos sont devenus encore plus modérés, notamment en matière de politique internationale.

(Suite page 2)

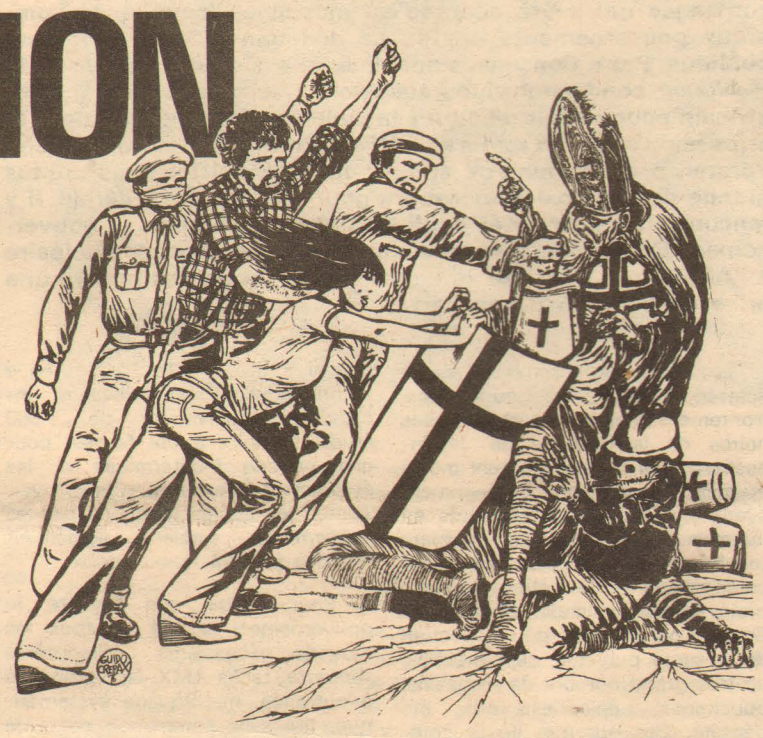


Illustration d'un affiche réalisée par Guido Crepax pour la campagne des Gruppi Comunisti Rivoluzionari en faveur du vote Democrazia Proletaria

FRANCE

REPRISE ECONOMIQUE OU REPRISE DE L'INFLATION ?

Giscard nous avait annoncé fièrement que la France était enfin sortie de la crise grâce à la reprise économique. Mais depuis le début de l'année, les prix n'arrêtent pas de monter, le rythme actuel est de plus de 10% par an. C'est très nettement supérieur aux « prévisions » gouvernementales. Il fallait donc une explication . Après de longues et laborieuses réflexions, Fourcade, le malin, vient, enfin, de la découvrir.

Samedi, après avoir déclaré que « l'indice du mois de mai ne sera sûrement pas un très bon indice », il devait ajouter qu'il « fallait avoir le courage de dire que la progression des salaires est trop forte ». Non, ce n'est pas du courage c'est du cynisme ...

10° colloque du CERES : « Le compromis géographique »

Voir page 4

Quand la CGT explique les groupes femmes...

Voir page 6

PORTUGAL

LA CAMPAGNE DU PCP S'ESSOUFFLE

L'enthousiasme qu'avait rencontré Octavio Pato, dans les terres de la réforme agraire, en Alentejo et en Ribatejo ne se retrouve pas dans les faubourgs industriels de Lisbonne. Vendredi, il n'y avait pas plus de 2 à 3000 personnes qui déambulaient, mornes et tristes dans le parc Eduardo VII ou l'UEC et la JC organisaient leur grande fête.

Et ce sont 5000 personnes au grand maximum qui se sont retrouvées, la nuit venue dans le théâtre de verdure pour écouter le candidat communiste. Autre chose : à l'entreprise « Sidérurgie nationale », le seul haut-fourneau portugais où travaillent 6000 ouvriers, il n'y a pas eu plus de 250 travailleurs à la réunion convoquée pour écouter Octavio Pato. Dernier test de ce fléchissement, le meeting samedi soir à Sétubal, à 35 km au sud du Tage. Pour le PCP, Sétubal est le fief. C'est un des districts qui a voté le plus à gauche lors des dernières élections : plus de 76% pour le PS et le PC dont 45% pour le parti d'Alvaro Cunhal.

Suite page 3

ITALIE

LE VOTE

Suite de la page 1

Les déclarations de Berlinguer ont fait sensation à juste titre. L' acceptation de l'OTAN n'y était plus présentée sous un angle purement tactique, mais elle était, pour ainsi dire, théorisée : *« Puisque l'Italie n'appartient pas au pacte de Varsovie, de ce point de vue il y a la certitude absolue que nous pouvons avancer dans la voie italienne au socialisme sans aucun conditionnement, je me sens plus sûr en me trouvant de ce côté, même si de ce côté également il y a des tentatives sérieuses pour limiter notre autonomie...».* On comprend que les sociaux-démocrates et autres chevaliers de l'Alliance atlantique ont failli pleure de joie en lisant ces lignes.

La nature ultra opportuniste des positions du PCI a permis à Démocrazia Proletaria (liste unique de l'extrême gauche) de faire ressortir plus nettement certains axes de sa campagne, qui u eut un très large écho. Certes, les différenciations entre les organisations qui y participaient n'ont pas disparues. Un véritable programme d'ensemble n'ont pas disparues. Un véritable programme d'ensemble n'a pas été adoptée, même par le PDUP et Avanguardia Operaia qui, pourtant ne cessent de projeter une fusion à court terme. La campagne électorale elle-même n'a pas été unitaire, le plus souvent il y a eut au moins deux campagnes : l'une menée par le PDUP et AO, et l'autre par Lotta Continua (dans un certain nombre de villes, de quartiers et d'usines avec lu participation des Gruppi Communisti Rivoluzionari). Toutefois DP a réussi à émerger comme un pôle consistant et politiquement valable, surtout dans la mesure ou elle a expimé avec une certaine homogénéité le mot d'ordre de gouvernement des gauches, et a avancé comme axe central de sa campagne pour la politique internationale la sortie de l'Italie de l'OTAN et la rupture des pactes militaires et politiques avec l'impérialisme. Il est significatif que, dans son appel final à la télévision Berlinguer ait renoncé aux arguments sur le caractère hétérogène des « petits groupes », en tentant une récupération ultime sur le ton : *« même ceux qui peuvent avoir des réserves où des critiques sur tel où tel point de notre politique devraient pouvoir se convaincre que, sur le plan électoral seul le progrès du PCI peut changer concrètement la situation politique à l'avantage des forces de travail ».*

Il est difficile de faire des prévisions étant donné l'équilibre relatif des forces opposées. Une majorité des partis ouvriers est possible, mais pas du tout certaine.

Ce qui est certain, c'est que la bourgeoisie ne réussira pas à arracher des résultats tels qu'ils lui permettent de choisir une formule politique stable. Pour atteindre ce but, elle devrait faire reculer la gauche au dessous de 45 %, et l'extrême droite au dessous de 5 %, ce qui ne semble pas facile. C'est pourquoi il y a d'autres manoeuvres qui s'esquissent. La bourgeoisie pourrait jouer sur deux tableaux : la DC pourrait se ranger dans l'opposition ; d'autres partis comme les républicains pourraient jouer les chevaux de Troie dans un gouvernement à majorité socialo-communiste. De toute façon le 20 juin ne marquera pas la fin de la crise italienne : au contraire, il pourrait ouvrir une nouvelle phase de très grandes tensions et de confrontations très dures.

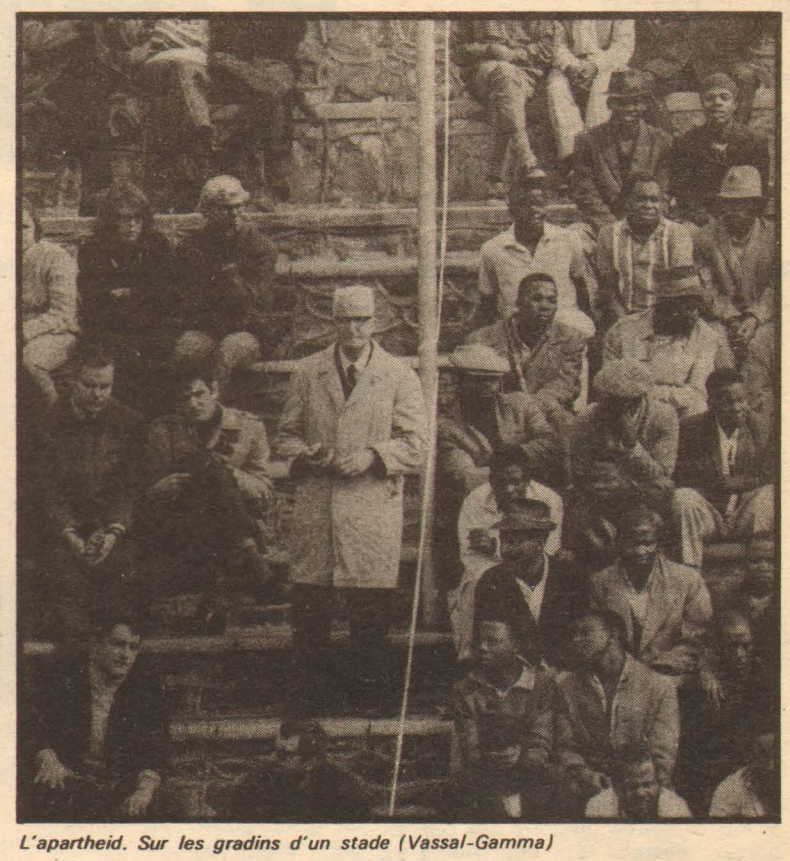
Anna Libera

AFRIQUE DU SUD

Au moins 100 morts et mille blessés :

C'EST LE PRIX DU RETOUR AU CALME RACISTE

La révolte de la ceinture noire de Johannesburg s'est apparemment apaisée, à la suite d'une répression sans pitié au cours de laquelle les forces de police et de l'armée ont utilisé selon les consignes gouvernementales *« tous les moyens »*. Au Conseil de sécurité réuni d'urgence, c'est une motion de circonstance qui a été adoptée au moyen de laquelle de nombreux gouvernements ont pu se dédouaner face à l'opinion publique. Par « Consensus unanime de ses quinze membres, la *résolution* condamne vigoureusement » le gouvernement sud-africain pour « avoir recouru à la violence et au meurtre dans la répression ». On en restera là. Une situation qui permet à John Vorster, premier ministre sud-africain, de quitter dans la plus grande discrétion Johannesburg pour l'Allemagne fédérale. Il y rencontrera mercredi et jeudi Kissinger. En France, le gouvernement Giscard qui a récemment vendu une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud, fait le « gros dos ». On attend encore une prise de position de sa part.



L'apartheid. Sur les gradins d'un stade (Vassal-Gamma)

La situation semble s'être apaisée après trois jours d'affrontement dans la plupart des villes noires de la banlieue de Johannesburg. Les chiffres de cent morts et mille blessés sont fréquemment avancés mais ils semblent très en dessous de la réalité. Les quartiers touchés par les émeutes présentent un spectacle de désolation. De nombreux foyers d'incendie subsistent, à Soweto par exemple où l'inspection de la santé publique, sept crèches, un très grand nombre de magasins, boucheries, épiceries ont été détruits. Des autobus de la compagnie *Putco* réservés aux noirs ont été incendiés. Les installations des trains de banlieue désservant la ville s'arrêtent à la lisière extérieure, les installations électriques de signalisation ayant été détruites au terminus de Naledi.

A Alexandra, autre cité de près de 60 000 personnes, la situation est identique et les dégats considérables. A 600 kilomètres à l'est près d'Empangeni, une partie de l'université Zoulou notamment le cœur administratif et la bibliothèque technique sont en ruines et incendiés. L'université de 1 500 étudiants noirs a été fermée pour une période indéterminée et les étudiants renvoyés dans leur foyer. Toutes les écoles touchées par les événements seraient également fermées jusqu'à nouvel ordre.

Pour rétablir son autorité, le gouvernement a usé de tous les moyens nécessaires. Hélicoptères *Alouette*, tanks AMX, lacrymogènes à outrance, matraquage systématique, tirs sans sommation etc... De nombreux témoignages l'attestent comme celui de ce photographe de presse qui relate comment la police a réprimé le pillage d'un bar : *« La police a tiré trois coups de feu. Puis après elle a tant tiré que je ne pouvais plus les compter. Un type s'est rué hors du bar et il a été atteint. Il a parcouru encore vingt mètres en traversant la rue puis s'est effondré. Mort. Un autre s'est fait tirer dessus. Il a couru à travers un terrain de football. Son sang coulait à flot mais il continuait à courir.»* Cette répression bestiale s'étant accomplie conformément aux directives de Vorster qui déclarait : *« Nous maintiendrons la loi et l'ordre à tout prix »* et donnant l'ordre *« d'utiliser les grands moyens »*.

Il reste maintenant à apprécier les implications politiques de ces événements en Afrique du Sud et dans la région australe. De fait, un saut qualitatif a été franchi dans la prise de conscience des masses noires et leur radicalisation dont jusqu'ici les effets ne s'étaient fait sentir que de manière sporadique. La participation de milliers de jeunes noirs qui n'ont pas connu Sharpeville (1960) illustre le phénomène et son échelle. Tout au long des affrontements ont résonné les cris *« d'Amandla »* (pouvoir) et le poing levé du *« pouvoir noir »* a été durant ces journées le sauf-conduit permettant de circuler à l'intérieur des cités noires. Ceci dit, l'influence des organisations du milieu noir comme l'ANC, le PCA ou le Black People Convention reste encore très difficile à apprécier si ce n'est dans les universités qui se sont immédiatement solidarisées avec les noirs de Soweto. Autre évolution complémentaire, celle des secteurs de la population blanche (notamment étudiante), qui ont manifesté subissant eux aussi la répression, leur communauté d'intérêt avec les réprimés.

La nature des affrontements, la manière dont se sont déroulés les combats (petits commandos très mobiles déjouant le formidable réseau répressif) montrent qu'on est loin des *sit-in* et des marches pacifiques des années soixante. L'exemple des *« frères »* d'Angola et du Mozambique qui ont vaincu par la lutte armée, comme celle du *« pouvoir noir »* américain sont devenus des références surtout pour la jeunesse scolarisée à l'origine des événements. Une évolution qui ne peut manquer d'avoir des conséquences profondes sur d'autres couches comme celles du prolétariat des mines et des industries.

F. Tenaille

Les réactions internationales

Les émeutes des quartiers noirs de Johanesburg et la riposte brutale du gouvernement devraient *« dissiper les derniers doutes restant quant à l'impossibilité aussi bien pratique que morale de maintenir des enclaves africaines fondées sur l'apartheid »* écrit le « New York Times » dimanche en éditorial ajoutant que « ces émeutes sanglantes démontrent qu'il ne peut y avoir d'espoir de voir régner l'ordre lorsque la loi ne garantit pas la justice et l'égalité ». Il exprime par là la consternation qui s'est emparée des milieux politiques occidentaux, même les plus intentionnés à l'égard du régime de Prétoria. « Le journal de Genève » estiment que l'apartheid « est voué à l'échec ».

En Grande-Bretagne le dirigeant syndicaliste Clive Jenkins a demandé au gouvernement Britannique *« de cesser de vendre des armes à l'Afrique du Sud »* et exigé que ce pays *« soit mis en quarantaine par les pays civilisés du monde ».*

En RFA, Egon Bahr, ministre Ouest Allemand de la coopération économique, parle des massacres comme d'un « signal d'alarme ».

« L'Afrique du sud doit comprendre qu'il est temps d'abandonner l'apartheid ! » « Pour le Parti Social démocrate et le gouvernement Fédéral la solidarité ne s'arrêtait pas aux frontières de la RFA.

De nombreuses manifestations ont eu lieu ou vont avoir lieu en Europe. Damedi plusieurs centaines de personnes à l'appel d'organisations d'extrême-gauche et de mouvements non-violents ont manifesté à Rome.

En Afique la plupart des gouvernements ont dénocé les massacres. Certains d'entre-eux, partisans du « dialogue avec l'Afrique du Sud voyant leur politique fortement mise à mal. Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire a donc fait piètre figure avec son « amour passionné du dialogue, moyen priviliégié pour régler pacifiquement les différents entre les hommes ».

L Organisation de l'Unité Africaine (OUA) exhorte le peuple africain *« à redoubler d'efforts et à faire usage de tous les moyens dont il dispose pour réaliser une rapide élimination de l'apartheid ».* Quand aux Etats-Unis à quelques jours de la rencontre Kissinger-Vorster ils ont fait montre d'une prudence remarquable. Les massacres de Soweto devenant pour Kissinger des *« aberrations intérieures ».*

MANIFESTATION A L'AMBASSADE D'AFRIQUE DU SUD

Un rassemblement de protestation contre les massacres de Johannesburg et pour dénoncer la complicité du gouvernement français aura lieu ce lundi à 17 h 30 devant l'Ambassade d'Afrique du Sud, 59 quai d'Orsay Paris (métro : Invalides)

Y appellent le Comité anti-outspan, le MRAP, la LICA, la CGT, la FASPA, le PSU, la CFDT, la LCR, l'OCA-Révolution Afrique.

Meeting du « Comité Anti-Outspan »

• *Malgré les faibles délais de préparation ce sont près de 200 personnes (en majorité des africains) qui ont participé à cette soirée. Après de nombreux débats le problème de la constitution de nouveaux groupes de base a été envisagé. A l'occasion de cette soirée une brochure sur la collaboration nucléaire France-Afrique du Sud a été publiée. Pour toute commande ou contacts écrire : CAO, 46 rue de Vaugirard 75006.*

PORTUGAL

La campagne électorale du PCP

FLECHISSEMENT

Suite de la page 1

Il y a fait le plus grand score de toutes les listes du PCP. Pour le rassemblement de samedi soir, le PCP avait mis le paquet : un convoi spécial drainait les sympathisants de toute la région, les coopératives agricoles étaient aussi mobilisées. Enfin, c'était le premier meeting hors de la capitale où apparaissaient ensemble les deux figures du PCP, le secrétaire général Alvaro cunhal et le candidat Octavio Pato. 5000 personnes, dans un stade prévu et aménagé pour cinq à six fois plus : le bide était retentissant...

Infléchissements

En début de semaine dernière, le PCP avait modifié les axes de sa campagne. En portant quelques critiques très voilées à Eanes (« pas de chèque en blanc ») et le rajout sur les affiches et à la fin du discours, du mot « socialisme ». Samedi, nouveau changement de ton à Sétubal : un tiers du discours d'Alvaro Cunhal pour expliquer que la PC n'en veut pas à Eanes d'être candidat, que le PC se bat pour l'unification de l'armée et que c'est le sens de sa candidature civile... Un tiers du discours contre Otelo de Carvalho, avec un ton anti-gauchiste qui rappelle les lendemains immédiats du 25 novembre. Ce changement de ton tous les trois jours montre combien le PCP est désemparé, comment il vole à vue, de nuit dans un banc de brouillard.

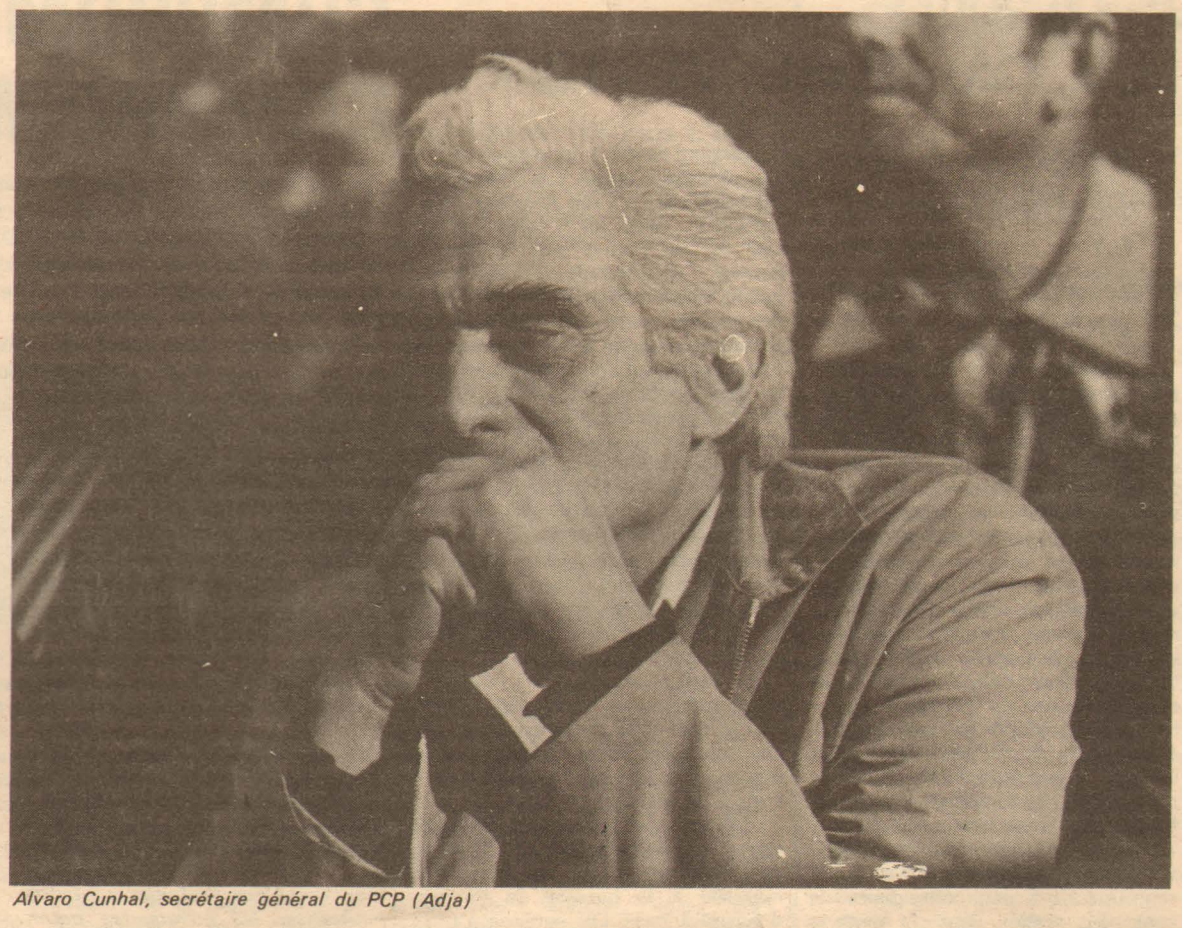
Il est vrai aussi, que pour tenir le coup depuis le 25 avril, pacte des législatives, les militants doivent être prêts à tout, et surtout capables de résister au mal de mer. Car les oscillations, les contradictions et les retournements de la position du PC ont de quoi donner la naussée au bureaucrate le plus endurci. Résumons : dès le iendemain du 25 avril, où une majorité théorique de gauche est élue à l'assemblée de la république, les dirigeants du PPD et du CDS annoncent la couleur : les présidentielles seront le deuxième tour de ces législatives à un tour. Très vite le nom de l'homme providentiel de la bourgeoisie est connu, c'est Ramalho Eanes, le général du 25 novembre bientôt soutenu par le Parti socialiste, Soares en tête. Embarras du PC qui se bat pour un candidat unique des forces armées, et qui veut en même temps éviter d'être compromis dans cette alliance CDS-PPD-PS. Dans un premier temps le PCP va tenter d'impulser la candidature « rassembleuse » de Costa Gomes. Au vent, restent Eanes et Pinheiro. Pas question de jouer Pinheiro, perdant à coup sûr. Quand à Eanes, le PCP à deux bonnes raisons de ne pas le soutenir : d'abord le général aux lunettes noires a annoncé qu'il refusait l'appui d'un parti « totalitaire ». Ensuite, ça passe mal dans la base du PC. Pas moyen donc de soutenir Eanes, au moins directement. Le PCP « constate » alors la division au sein des forces armées « entre Eanes et Pinheiro » et propose, pour la forme une candidature civile et unitaire (déclaration de Cunhal aux dossiers de l'écran comme quoi le PCP appuierait une candidature de Mario Soares), puis décide ensuite de présenter son propre candidat, civil, membre du parti, Octavio Pato.

Le tournis

Rien que ce petit ballet à du donner le tournis aux militants les plus équilibrés. Mais ce n'est pas fini. Le but de la candidature Pato est clair : elle évite d'avoir à prendre position sur Eanes, qui, étant-donné les rapports de force électoraux, est sûr d'être élu, peut-être même au premier tour. Elle tente aussi de canaliser les réticences de la base, qui sans Pato, aurait même déplacée presque unanimement ses votes vers l'abstention où Otelo. Double spctre du gauchisme et de la défiance contre les candidats militaires du Conseil de la révolution : c'était insuportable pour le PCP, le PCP présente donc son candidat. Ici la barque du PCP louvoie tellement que beaucoup se précipitent à la rambarde : pour s'en convaincre, il suffit de voir quels sont les axes de la campagne.

Les militaires

Octavio Pato est désormais le seul civil en liste pour les présidentielles. Mais ce n'est rien moins qu'une candidature de défiance contre les militaires. A Setubal, Alvaro Cunhal a expliqué que le PCP n'était pas tombé dans le piège que voulait lui tendre la bourgeoisie, d'opposer la PCP à une fraction de l'armée. En refusant de choisir entre Eanes et Pinheiro, le PCP est un parti responsable, qui ne veut pas entériner la division entre les forces armées. Et Cunhal de renchérir : *« qu'on ne s'y trompe pas, la candidature civile de notre camarade Octavio Pato est avant tout une candidature d'unification des forces armées » (Sétubal le 19 juin).*



Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP (Adja)

Il y a des gens qui pour ne pas tomber dans un piège y sautent à pieds joints.

D'ailleurs l'un des axes de polèmique du PC contre l'irresponsabilité de la candidature d'Otelo c'est que le *« major n'a aucune fraction réelle des forces armées derrière lui »* et qu'il ne faut pas que les électeurs portugais se laissent abuser : *« le major Otelo Saraiva de Carvalho n'est pas une candidature militaire, mais la candidature d'un militaire impulsée et soutenue par des civils... »* (Alvaro Cunhal à Porto le 17)

Face à Eanes, la bataille du PCP est du même tonneau. Le PC ne mène pas bataille contre cet homme providentiel de la bourgeoisie portugaise, mais axe ses attaques contre le parti socialiste qui s'allie au CDS et au PPD pour le soutenir. D'Eanes, le PCP dit qu'il est : *« victime de la droite, manipulé par les partis politiques réactionnaires »* et *« regrette »* que le chef d'état major ne soit pas assez *« supraparti-dario »*, au dessus des partis... Dès lors la campagne Pato se réduit à deux axes, le gouvernement de gauche et le patriotisme de parti.

Gouvernement « PC-PS... »

De fait le PC est la seule organisation qui avance un mot d'ordre concret sur l'issue politique après les présidentielles. Privilégiant la légitimité des élections du 25 avril sur celles du 27 mai prochain, le PC centre toute sa perspective sur la possibilité, grâce à la majorité PC-PS acquise à l'assemblée de la république, de concrétiser un gouvernement de gauche, comprenant bien sûr des « militaires et des personnalités indépendantes fidèles à l'esprit du 25 avril ». Mais il y a beaucoup de vide autour de cette formule de gouvernement. Rien est dit sur les rapports entre les deux pôles de l'exécutif, le cabinet et le président de la république. Or comme celui-ci sera Eanes, commis de la bourgeoisie, et qu'il dispose d'aussi solides pouvoirs que le droit de véto sur les lois et décrets, on imagine les difficultés qui vont naître...

Un g ouvernement PS-PC, oui, mais pourquoi faire ensuite aussi. Sur ce terrain-là, si l'on excepte les déclarations d'intention où les incantations sur *« la défense des conquêtes du 25 avril »*, le PC n'avance rien de précis. Pas même l'ébauche d'une ébauche de programme de gouvernement. Et cela au moment où les luttes ouvrières posent des problèmes très concrets. Par exemple les ouvrier de la Lisnave viennent de demander que les nationalisations sans indemnisations soient étendues à tous les biens de la famille Mélo qui possédait les chantiers navals. Enfin et surtout, le PC propose un gouvernement de gauche, mais avec des militaires et dans le cadre du pacte partis-conseil de la révolution. Ce qui lui interdit en partie de capitaliser, sur la candidature civile d'Octavio Pato, le courant de défiance contre les militaires qui existe par exemple dans les bases ouvrières du PS, ces bases qui avaient exigé qu'*« aucun membre du Conseil de la révolution ne participe au rassemblement syndical du 1er Mai »*. La base ouvrière du PS est plus que réticente au choix de la direction d'appuyer la candidature d'Eanes. A Coimbra, à Aveiro, ce sont des sections entières du parti qui ont refusé d'organiser avec le CDS et le PPD des meetings de soutien à Eanes. Pourtant il est douteux que de nombreuses voix socialistes se reportent sur Octavio Pato. A cause des traumatismes du passé sans doute, à cause du caractère sectaire de la campagne du PCP, et aussi parce que les militants communistes n'ont pas encore donné toutes les garanties d'une unité d'action possible entre les deux courants majoritaires du mouvement ouvrier portugais. Le secrétariat de l'intersyndicale, dominé par le PCP qui s'était auto-désigné en juillet 1975, avait laché du lest le 1er Mai en annonçant la tenue d'un congrès démocratique de tous les syndicats. Mais pour l'heure, les discussions piétinent sur l'organisation de ce congrès ou devaient participer les syndicats affiliés ou non à l'intersyndicale. De plus le PCP continue de s'opposer fermement à ce que soit satisfaite l'une des revendications des ouvriers socialistes : le droit de tendance syndicale. Propagandiste sur la question du gouvernement, défensif face à l'offensive de la droite qui mise sur Eanes, lacunaire, car rien n'est dit sur les luttes ou l'unité de la classe ouvrière, la campagne électorale du PCP l'enfonce dans l'isolement.

« PCP », « PCP »

De là, on comprend pourquoi le patriotisme d'organisation se déchaîne. Quelques fois avec raison : il n'est pas mauvais de rappeler, face à quelques généraux au passé colonial vite oublié, qu'il y eut des ouvriers portugais qui militèrent des décennies durant, dans la clandestinité, connurent la prison et la torture. Mais parfois trop c'est trop : à Sétubal, samedi soir, Alvaro Cunhal achève son intervention. Dans le style « Bulgarie, patrie du socialisme », une petite fille, pionnière, chemisier blanc et foulard rouge, lui apporte des fleurs (des œillets bien sûr). Le secrétaire général du PCP l'embrasse sur les deux joues puis regarde la pelouse, verte, vide, la maigre assistance qui d'ailleurs commence à s'effilocher. Alors, chose jamais vue dans un meeting d'Alvaro Cunhal, celui-ci improvise : il prend dans ses bras la petite fille, se rapproche du micro et entame, la voix mouillée pleine de trémolos : *« nous ne savons pas si nous verrons la réalisation de nos espoirs, mais nous savons que la relève existe, et nous savons aussi que nous serons toujours là pour la lutte »*. En clair : on en prend plein la gueule, on est seul, mais on est là. Applaudissements dégoulinants d'émotion des 5 000 auditeurs, qui ne sont guère plus que les militants et sympathisants de la région. Puis le slogan des frénésies sectaires de l'été 75 éclate : *« PCP », « PCP », « PCP »*. Mais l'heure n'est plus au triomphalisme.

Michel Rovère

ETHIOPIE

LES FANFARONS D'ADDIS ADEBA

● *La « marche » terminée avant d'avoir commencé*

Les dirigeants militaires éthiopiens viennent d'annoncer officiellement que la « la marche rouge a été rappe lée ». Ceci en raison des succès enregistrés dans des négociations menées entre le gouvernement central et les forces du mouvement de libération de l'Erythrée.

Deux affirmations qui cachent deux mensonges. En effet, si l'utopique projet de faire marcher des milliers de paysans pauvres contre les zones libérées érythréennes est à l'eau, ceci est dû aux revers subis par l'armée éthiopienne bien avant le moindre engagement. Les unités de fedayins du Front de Libération de l'Erythrée (FLE) ne leur laissant pas le moindre délai de réflexion et leur causant de sévères pertes. Quant au prétexte des « négociations », les porte-paroles des deux ailes du FLE ont démenti qu'il y en ait eu. Il semblerait donc que le régime éthiopien tente de limiter l'effet-boomerang de sa fuite en avant.

F.T

GALA DE SOLIDARITE AVEC HAITI

Avec François Béranger et de nombreux autres chanteurs et danseurs organisé sous le patronage du Comité de Défense des Droits de l'Homme en Haiti, la CIMADE, le MAJ, avec la participation d'Amnesty International et le Comité Sante Domingo en Lucha
LUNDI 20 H
A LA MUTUALITE

LIBAN

A QUAND LES CASQUES VERTS ?

- *L'échec de la visite d'Assad à Paris*
- *La réunion quadripartite arabe du 24 juin*

Malgré les déclarations triomphalistes de la presse syrienne, Assad a fait chou-blanc à Paris. Giscard n'a pas osé s'engager politiquement à une participation de la France à la « solution » du conflit syro-palestinien au Liban. Mais Assad n'est pas le seul à se confronter à de gros problèmes. Les régimes arabes, sont coincés dans un dilemme que leur a posé la forte résistance des masses palestiniennes et libanaises à l'offensive syrienne. Déjà l'Algérie semble se « désinteresser du problème syro-libanais », selon le journal egyptien *El-Ahram*, l'Arabie Seoudite a déjà informé le secrétariat militaire de la Ligue arabe de l'importance des effectifs du détachement qu'elle enverrait au Liban en cas d'intervention des Casques verts qui regrouperaient des contingents de sept pays arabes. Bien sûr toute la clique des régimes bourgeois arabes auraient préféré que l'attaque syrienne soit rapidement victorieuse. Ils auraient lancé à travers la radio des slogans d'appui à la résistance palestinienne tout en insistant à sa jugulation. Mais tel n'étant pas le cas, ils ne savent plus comment couvrir l'intervention syrienne, quelle forme ils donneront à l'entrée des casques verts, sans pour autant assumer devant leurs masses la responsabilité de leur participation à un massacre des Palestiniens. D'où leur hésitation ! Arafat de son côté affirme que la lenteur de l'organisation pan-arabe laisse craindre une nouvelle dégradation de la situation au Liban, il a même accusé certains états arabes d'être de connivence avec la Syrie et de retarder l'exécution des décisions de la Ligue arabe afin de donner le temps aux troupes syriennes de mener à terme leur mission au Liban.

L'évacuation de près de 400 ressortissants américains et britanniques à la suite de la décision des dirigeant saméricains et britanniques prouve que le Liban n'est pas encore à la veille de la paix.

Le sommet quadripartite syro-egypto-koweito-saoudien prévu pour mercredi prend une dimension nouvelle à la lumière de l'échec d'Assad à Paris. Elle entérinera probablement l'entrée des casques verts au Liban.

Magida S.

BOLIVIE

LA GREVE DES MINEURS CONTINUE

- *Nombreuses arrestations*
- **Le gouvernement refuse toute négociation**

Cent douze personnes ont été arrêtées ces derniers jours pour des motifs politiques. Le ministre de l'Intérieur a publié samedi soir la liste officielle des personnes soupçonnées de participation à des activités subversives.

En dépit de l'état ds siège en vigueur depuis le 9 juin, la grève des mineurs continue d'être massivement suivie, tandis que six des neuf universités du pays sont également en grève. Dans les autres secteurs de l'économie, en revanche, les ouvriers, quoique se déclarant solidaires des mineurs continuent à travailler normalement. Des grèves de solidarité ne se sont produites que dans la localité de Cochabamba. Selon le ministre de l'Intérieur, le colonel Juan Pereda, tout le pays connait la tranquillité, sauf les districts de Catavi et de Siglo où les agitateurs professionnels cherchent à mettre en oeuvre leurs plans de subversion.

De son côté, l'archevêque de La Paz, M. Jorge Manrique a réaffirmé samedi le droit des travailleurs à la grève.

Dans une déclaration commune, M. Manrique et M. Jesus Lopez de Lama, évêque du district minier de Corocoro, se sont déclarés solidaires de « la souffrance de la famille minière si proche de leur coeur ». Les deux prélats se sont déclarés prêts à aider à une médiation entre le gouvernement et les mineurs. Le gouvernement a refusé, en affirmant que le conflit minier est de caractère politique.

(AFP)

aux 4 coins du monde

MANIFESTATION POUR L'AMNISTIE POLITIQUE PRES DE BARCELONE

Plus de 10 000 personnes ont manifesté samedi, à 40 km de Barcelone en faveur de l'amnistie politique. Vivement applaudie par la population, cette manifestation s'est déroulée sans incidents ayant été autorisée par la police. Tous les partis catalans étaient représentés dans le cortège où des banderoles réclamaient le « retour des exilés », « l'amnistie » et la « liberté ». *(AFP)*

MEDVEDEV DEBORDE LA BUREAUCRATIE SUR SA DROITE

Première réaction en provenance d'URSS au discours de Berlinguer, celle du dissident Roy Medvedev qui *« partage totalement les opinions de Berlinguer »* sur le maintien de l'Italie dans l'Otan en cas de victoire du PCI aux élections. Poussant la logique de la coexistence pacifique jusqu'au bout il précise : *« Si l'Otan est une organisation défensive comme elle le déclare, et non pas agressive comme le déclare notre presse, alors une Italie socialiste, (...) peut rester dans l'Otan sans contredire ses relations avec l'URSS. »* Confinant à des positions proches de celles de la bureaucratie maoïste, il estime que *« l'appartenance au camp occidental pour Berlinguer la seuls possibilité de maintenir l'indépendance de son parti »*, et juge à ce propos *« incohérentes les professions d'indépendance du PCF vis-à-vis de Moscou, car son opposition à l'unité européenne et à l'Alliance atlantique continue à faire, dans la réalité le jeu de Moscou ».* En cherchant à découper dans la bureaucratie une aile dite « réactionnaire et stalinienne » et à l'isoler d'une aile « libérale », qu'il appuie au nom du « pluralisme », Medvedev en arrive à estomper les positions de classe à l'échelle internationale.

UN COLLOQUE DU CERES

COMPROMIS «HISTORIQUE» OU COMPROMIS «GEOGRAPHIQUE»?

Le CERES a tenu ce week-end son dixième colloque annuel sur le thème du « compromis géographique ». L'essentiel des débats consistait à définir une stratégie européenne alternative à celle de la direction du Parti socialiste dont les récentes déclarations affirment la nécessité d'un « compromis historique » avec l'Allemagne de l'ouest en cas de victoire électorale de la gauche.

Le colloque avait été préparé par un numéro spécial de « Frontières » (juin 1976) dans lequel un long texte définit les termes d'une transition au socialisme dans les conditions européennes actuelles.

Sentant déjà proche l'heure des responsabilités gouvernementales, les socialistes discutent déjà du contexte international qu'ils auront à affronter et des solutions qu'ils apporteront. Lors du séminaire de la direction du parti, il y a deux mois, l'idée avait été avancée d'un nécessaire compromis avec l'Allemagne de l'ouest pour faire face aux difficultés économiques que ne manquerait pas de susciter l'arrivée de la gauche au gouvernement.

Gilles Martinet, dans la revue « Faire » (mai 1976), avait développé cette idée. Si le PS veut garder le pouvoir, il devra entamer des négociations avec l'Allemagne tant sur les problèmes économiques et monétaires que militaires. *« Il faudra neutraliser les adversaires potentiels et rassurer les partenaires probables »* ajoutait-il, évoquant l'hypothèse d'une pause immédiate dans le processus de transition afin de ne pas isoler la France.

C'est précisément de cette thèse que le CERES entend se démarquer. Non pas qu'il soit hostile à un compromis avec l'Europe du Nord, mais parce qu'il en discute les modalités et le contenu. L'aile gauche du Parti socialiste n'entend pas en effet, fonder une stratégie européenne autour d'un ensemble économique autonome qui serait l'Europe du sud. *« Le développement du capitalisme européen, sous l'égide du capital américain et, à titre de relais, du capital allemand, accentue la dépendance en laquelle se trouvent les pays de l'Europe du sud vis-à-vis du capitalisme nord-européen ».* Il faudra donc passer par un « compromis géographique ».

Mais celui-ci, bien loin de maintenir le statu-quo en acceptant l'idée d'une Europe dominée par l'impérialisme américain, devra, au contraire, s'efforcer de dépasser le système des blocs. *« Il devra rechercher en Europe une déstabilisation contrôlée »* qui s'appuiera sur trois démarches. En direction du sud, *« l'instauration d'un pôle socialiste en Europe du sud mettra en évidence des solidarités politiques nouvelles avec les pays progressistes du bassin méditerranéen et du Tiers-Monde. Une convergence d'intérêts se dessinera autour d'une stratégie anti-impérialiste commune, particulièrement dans l'aire méditerranéenne. »*

En direction du nord, *« un compromis devra être trouvé avec les pays demeurés capitalistes. L'entente sera conflictuelle. Passée en effet, sur la base d'une complémentarité économique, elle cherchera toutefois à contredire l'actuelle dépendance de l'ensemble nord-européen vis-à-vis de l'hégémonie atlantique, lui contestera son rôle de relais du capital américain et visera l'édification d'une Europe indépendante des blocs (...) Il sera plus avantageux pour un pôle socialiste méridional d'avoir pour voisin une Europe du nord relativement autonome plutôt qu'une Europe rejetée sous la domination immédiate des blocs par une rupture de l'équilibre européen. »*

Enfin, dans le rapport Ouest-Est, *« en évitant de créer une zone de dépression politique et militaire en Europe du sud, le compromis géographique jettera pour l'ensemble de l'Europe les bases d'un système de sécurité indépendant des blocs ».*

Les thèses du CERES ont le mérite de la cohérence. Autour du thème de l'indépendance, nationale ou européenne, elles visent à élargir l'assise sociale de l'union de la gauche dans l'espoir de contourner les affrontements inévitables qu'engendrerait une victoire de la gauche en Europe du sud. A cet égard, les récentes déclarations de Jean-Pierre Chevènement sur les « gaullistes sincères » s'articulent parfaitement avec l'idée d'un « compromis géographique ». L'ennui, c'est que celui-ci a au moins un point commun avec le « compromis historique » prôné par la direction du PS : il subordonne l'action de masse à la recherche d'un nouvel équilibre européen dont les Etats-Unis devraient se satisfaire. Outre que l'espoir relève de l'utopie, la stratégie de « rupture » risque bien vite de se transformer en une stratégie des « compromissions ».

Pierre Julien

ANTIROUILLE A ENCORE FRAPPE !

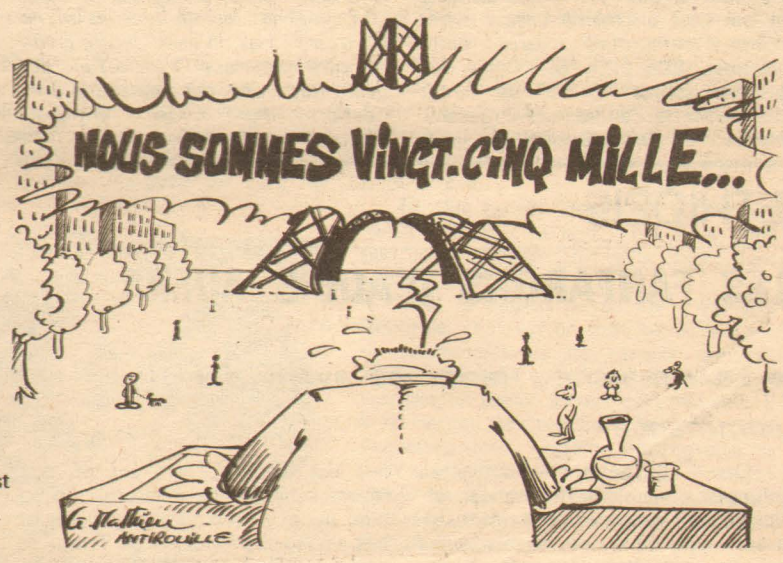
L'équipe d'Antirouille - presque au complet, c'est à dire Mathieu et Mathieu, accompagnés de Mathieu - a de nouveau illustré ce numéro de Rouge

La Convention Nationale des Républicains Indépendants

LA PEUR EST DANS LEUR CAMP

« Sur la carte du monde où s'élargit la tâche rouge, la France ne perdra pas ses couleurs tricolores de république indépendante ». Ce ton inquiet aura été celui de tous les discours de la Convention Nationale des Républicains Indépendants qui s'est tenue sur un petit bout du Champ-de-Mars, tout contre l'Ecole Militaire, ce samedi. Le projet était de faire un grand rassemblement populaire pour jeter les bases d'un « *parti politique moderne, structuré, craint de ses adversaires, respecté de ses amis* », « *un parti politique pour se battre contre le PC et ses alliés* ».

Devant un auditoire clairsemé de 5 à 6 000 personnes, tous les orateurs, grand moment d'auto-suggestion, commençaient par affirmer : « *Nous sommes 25 000* ». Comique de répétition. Mais personne ne riait. Ils avaient l'air de vouloir y croire. Dans la salle une grande banderole des RI d'Hazebrouck, tout un symbole aprés la sanction contre le substitut Ceccaldi. Cette convention était placée sous le signe de la « justice » et de la « liberté ». Le sommet de la farce fut atteint avec l'arrivée de Poniatowski, quand cette salle de la peur s'est levée pour acclamer frénétiquement le ministre des flics, comme s'ils ne comptaient plus que sur lui pour endiguer la « marée rouge ». Il est vrai que dans ce rassemblement de « militants », les flics étaient certainement les plus nombreux, nous montrant clairement que, si l'on peut se gausser d'une aussi piètre exibition, on aurait tort d'oublier que leur force essentielle n'est pas là, mais dans la force de leur appareil d'état. C'est bien ce que leur a dit Hubert Bassot trouvant le ton de sabreur qu'ils attendaient, quand il conclut son intervention sur : « La France mère des Arts, des Armes et des Lois ». Surtout des armes.



SECHERESSE

« RIEN NE SE PERD, RIEN NE SE CREE »

Une divergence s'est affirmée entre les articles parus sur la sécheresse dans nos colonnes, sous les signatures de M. Verdi et de P. Verdon. Nous continuons le débat par une réponse de P. Verdon et la publication d'une lettre de lecteur.

La moitié nord de la France, le bassin de Londres, le Bénélux, l'ouest de la RFA sont sinistrés. L'abattage du bétail augmente, ce qui peut faire momentanément baisser les prix. Le marché noir se développe : dans l'Orne, la tonne de luzerne qui coûte habituellement 500 à 600f est passée à 1200. Près de Saintes, un état de surchauffe dans la station d'adduction d'eau a provoqué un court-circuit dans le système électrique de régulation. La municipalité a demandé à la population d'économiser l'eau au maximum.

Le Journal du Dimanche soupire, avec une résignation qu'il veut faire croire toute « paysanne », et déclare « qu'on n'y peut rien ». C'est mettre la soit disant « résignation paysanne » au service du pouvoir qui ne prend aucune mesure, sous prétexte qu'on ne peut évaluer le sinistre avant septembre.

M. Verdi écrit : *« je ne crois pas que l'on puisse dire que la cause de l'absence exceptionnelle de pluies cette année soit liée aux pollutions (... il n'est pas indigne d'un marxiste de reconnaître qu'il existe des accidents naturels ».*

Sur quoi se base M.V. ? Les pollutions *« jouent surtout sur les couches superficielles de l'atmosphère et non sur les couches atmosphériques où se forment les masses climatiques d'ensemble. »*

C'est là une argumentation spécieuse que réfute la loi de physique élémentaire bien connue : *« Rien ne se crée, tout se transforme ».* Autrement dit, les *« grandes masses atmosphériques »* ne se créent pas dans les couches hautes, elles ne font que s'y concentrer en grands courants.

L'éco système

L'éco-système, c'est à dire le système dans lequel évoluent tous les êtres vivants (naissance, vie, nourriture, excrétion, oxygénation, décomposition...), compte un nombre déterminé d'éléments évoluant les uns par rapport aux autres, dans un équilibre se modifiant très lentement.

Si l'on introduit brusquement des éléments nouveaux dans l'écosystème et qu'on en fait disparaître d'autres, on peut être assuré d'assister à des modifications brutales. Tel est le cas en ce qui concerne l'introduction massive dans l'espace des polluants depuis moins d'un siècle. Ainsi se sont créés des micro-climats et des zones de pollution stables, visibles de l'espace.

L'introduction de polluants dans l'atmosphère la modifie : destruction de l'ozone, augmentation de la radio-activité, introduction d'acides, de sulfates et d'oxydes. Or les pluies sont justement le résultat d'échanges entre la surface de la planète et l'atmosphère.

Eaux souterraines

La sécheresse, ce n'est pas seulement la diminution des pluies : un réseau souterrain très important (50% des réserves) humidifie la terre.

Or les grandes villes pompent le plus gros de leurs ressources dans les nappes ; la macadamisation des vallées rend la terre imperméable et fait se « perdre » des quantités d'eau qui auraient rejoint les nappes.

La famine du Sahel est due à l'assèchement de la nappe phréatique (souterraine) comme à l'absence de pluies. Le déboisement et l'industrialisation anarchique en sont les causes. Les dizaines de milliers de morts du Sahel ne sont pas les victimes d'un quelconque « accident naturel », mais bel et bien du capitalisme qui y a créé la sécheresse.

La chute de la pluviométrie et son déséquilibre est *tendance régulière* comme *l'appauvrissement des nappes*, comme la *pollution des rivières*. Le capitalisme est le responsable des deux derniers points qui réagissent sur le premier.

Si les capitalistes appellent à se serrer la ceinture, c'est surtout parce qu'ils ne peuvent rien proposer d'autres, car le phénomène leur échappe. Quant aux fermetures d'entreprises, M.Verdi n'avait pas prévu les lock-out, cela lui semblait des *« pieuses paroles »* et pourtant 300 ouvriers sont déjà en chômage technique à Creusot-Loire. Pour se battre il faut une vision claire du problème : *non, ce n'est pas fataliste, non, les travailleurs ne paieront pas.* C'est à eux de s'opposer à la politique du pouvoir, car toute tentative sérieuse d'apporter une solution signifierait rompre avec les modèles industriels actuels, avec la notion de profit, mettre fin aux moteurs absurdes du capital.

Philippe Verdon

(1) Philippe Verdon : l'Europe, un nouveau Sahel ? n°72 (11 juin)
Madeleine Verdi : Qui sont les responsables ? n°76 (16 juin)
Voir aussi la contribution d'un lecteur : n°77 (17 juin)

Comme Moon ?

Une lettre très rapide pour vous crier : « Attention ! ». Il est grave que par deux fois, vous ayez lié sècheresse et pollution du capitalisme : la première fois dans un article de dernière page, la deuxième fois sous une photo de première page.

Très durement, je vous demande : assiste-t-on à l'apparition d'une nouvelle « science prolétarienne ?

Car enfin, le moindre élève de seconde connaissant un peu l'histoire des climats a pu rire de vos articles ! Tenez-vous compte de la paléo-climatologie, des dernières recherches en ce domaine (activité solaire) ? Y avait-il pollution en 1709 ou pendant la dernière glaciation ?

Envisagez-vous de recruter sur une base apocalyptique, comme la secte Moon ? En ce cas, après le retour de la pluie, on risque fort de voir se tarir la source de militants. Je voulais dire mon inquiètude que Rouge ne devienne un autre Libé.

Un prof d'histoire Géo

AFFAIRE PELLETIER

LE COUP BAS FAIT DES VAGUES

Malgré la fin de l'année scolaire, les protestations contre le licenciement de Robert Pelletier se multiplient. A Gennevilliers, notamment, la mobilisation se développe rapidement : délégations intersyndicales auprés de l'Inspecteur d'Académie (qui a refusé de recevoir l'intéressé) pétitions, tracts sur toutes les entreprises et meeting le lundi 28 juin à 20h30 à la Bourse du Travail de Gennevilliers organisé par l'UL CFDT, l'UL CGT, le SGEN CFDT, le SNETP CGT, le SNI, le SNES.

L'Inspecteur a confirmé que la décision venait du Ministère sans arriver à dire clairement si la radiation était automatique en cas de casier judiciaire N°2 non vierge ou si c'était le Ministère qui « appréciait ». De toutes façons, Robert n'est pas privé de ses droits civiques puisqu'il a reçu sa carte d'électeur lors des dernières cantonnales !!! Cette justification s'écroule donc. A suivre... Il faut, bien sûr, envoyer toujours, pétitions, motions, délégations au Ministère de l'Education Nationale. En attendant, en voici une nouvelle livraison, qui montre, s'il en était besoin, que les calculs du Ministère - tablant sur l'étouffement - sont d'ores et déjà déjoués.

Communiqué de la section syndicale CFDT des agents de la Sécurité sociale de la Seine-St-Denis.

La section CFDT des employés de la Sécurité sociale de la Seine-St-Denis réunie ce jour, s'indigne de la mesure de licenciement prise à l'encontre de Robert Pelletier.

Considérant qu'il s'agit là d'une sanction administrative prise pour « délit d'opinion » (rien ne pouvant lui être reproché sur le plan pédagogique) et entrant dans le conformisme de l'ordre moral si cher à Monsieur Haby, la section exige :

- que l'administration déclare publiquement les véritables motifs du licenciement,

- la réintégration immédiate de Robert Pelletier à son poste.

• Communiqué du SNI d'Ozoir

La sous-section du SNI d'Ozoir, réunie en AG le 15 juin 1976, informée de la mesure d'exclusion de l'Education nationale qui frappe Robert Pelletier, s'indigne qu'une telle sanction pour délit d'opinion puisse être prise, exige la réintégration de notre collègue.

Motion reprise en compte et adoptée par le conseil syndical unanime du SNI de Seine et Orne.

• Pétition au lycée de Limoux

Les soussignés enseignants au lycée de Limoux (Aude), informés du licenciement à compter du 8 juin de leur collègue Robert Pelletier, employé en qualité d'instituteur suppléant par l'Inspection académique des Hauts-de-Seine, constatant qu'aucun reproche ne lui est adressé sur le plan pédagogique, mais que le motif invoqué par l'administration est une condamnation politique à un an de prison, dont huit mois avec sursis, pour avoir participé à la manifestation de Draguignan, ne sauraient accepter une sanction ouvertement politique, nouvelle forme de chasse aux sorcières ou introduction en France du Berufsverbot pratiqué en RFA.

Suivent 34 signatures de professeurs, instituteurs ou maitres auxiliaires.

Mauruc, Medan, Cheret, Labessède, Rivière, Medan, Bastide, Fite, Tribillac, Moulin, Tourtrol, Granolleras, Rougé, Hugo, Lhoustan, Robert, Cluzel, Labeau, Cluzel J, Dartevel, Clavijo, Maurel, Cuguillère, Cros, Blanc, Maugard, Guédon, Martin, Briau, Lagoutte, Rosada, Bats, Durand, Carrère...

NOUS N'OUBLIONS PAS CACCIARI

Quel sera le verdict de la Cour de Sureté de l'Etat dans l'affaire d'Aléria ? Nous le saurons mardi, en fin de journée. Pour tous les corses qui se sont mobilisés depuis aout dernier, pour les révolutionnaires continentaux qui ont compris l,enjeu du combat du peuple corse, l'acceptable ne peut être que l'acquittement pur et simple pour tous les inculpés. Mais, la mobilisation ne devra pas pour autant se terminer. Poniatowski et consorts ont tenté jusqu'à aujourd'hui de faire oublier un autre prisonnier, celui des émeutes de Bastia, Cacciari. Cela fait maintenant neuf mois qu'il attend derrière les barreaux sa comparution devant cette juridiction scélérate qu'est la Cour de Sureté de l'Etat. Il est accusé du meurtre d'un CRS, durant cette nuit de Bastia, où, exaspérés par les provocations policières, des centaines de corses répondirent aux insultes par leur fusil. La situation de Cacciari est grave. Il y a de forts risques pour que nos gouverneants tentent de lui faire payer son recul, dans l'affaire d'Aliéria. Pour notre part, nous avons défendu Cacciari comme nous défendrons Edmond Siméoni car, tous les deux sont les victimes d'un ordre social qui a froidement planifié la disparition, l'assassinat du peuple corse. Cacciari n'est pas seul. Mais c'est un otage du pouvoir. Otage parce qu'on l'a embastillé sans l'ombre d'une preuve; otage parce qu'on veut lui mettre sur le dos le résultat de la politique gouvernementale en Corse. Comme pour Edmond Siméoni, nous réclamons la libération et l'acquittement de Serge Cacciari.

Gabriel Pietri

notes politiques

PROTESTATION CONTRE UNE EXPULSION

Les organisations : Union locale CGT et CFDT de Créteil, Secrétariat Départemental de la FEN 94, Fédération 94 de la Ligue des droits de l'Homme, Mouvement d'Action Judiciaire, Comité du Val de Marne du MRAP, section de Créteil des Radicaux de Gauche expriment leur indignation devant les atermoiements du Ministère de l'Intérieur qui ne s'est toujours pas prononcé sur un recours présenté en janvier 1976 contre l'expulsion selon la procédure d'urgence de José Fernades. Ce travailleur portugais de Créteil (titulaire d'une carte de séjour en régle et marié à une française) a été éxpulsé en novembre 1975 à son retour du service militaire pour avoir participé à des réunions d'information sur les conditions du service militaire au Portugal. Ceci est d'autant plus scandaleux qu'il ne s'est jamais immiscé dans des affaires françaises.

Les organisations signataires expriment leur intention de faire appel à l'opinion publique si cette mesure arbitraire n'était rapportée.

MAZOUE ET LAHYANI PASSENT EN APPEL LE 7 JUILLET

L'appel du jugement de Serge Mazoué et de Jean-Jacques Lahyani doit passer le 7 juillet à la 10ème chambre d'appel de la cour de Paris, à 13 heures. Les deux camarades avaient été condamnés à 8 et 12 mois de prison pour s'être défendus contre l'agression de colleurs d'affiches de l'UNI.

Cette condamnation est inacceptable. Maintenant que nous connaissons la date d'appel, et malgré les vacances, nous devons absolument accentuer la lutte pour obtenir leur libération. Il faut que le maximum de motions syndicales soient envoyées.

De toutes les façons, les camarades sont toujours en prison, il faut continuer à leur écrire.

J.J. Lahyani, n° d'écrou : 183 8 87 C 310
S. Mazoué, n° d'écrou : 183 88 9 C 205
Maison d'arrêt de la Santé, 42 rue de la Santé 75014 PARIS

DE LA POUDRE AUX YEUX

Giscard a eu de belles paroles pour les vieux, pour leurs conditions de vie, pour leur faible revenu. Aussi a-t-il annoncé une grande nouvelle : l'augmentation du minimum vieillesse de 5,6%. Or depuis le début de l'année, la hausse du coût de la vie a atteint plus de 5%. Que reste-t-il donc aux vieux ?

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

social

Hôtel du Louvre Paris

Après 10 jours de grève

« LES COURBETTES A LA FIRMIN, C'EST FINI ! »

L'hôtel du Louvre, « quatre étoiles » ; le luxe doré ; les chambres confortables ; (de 190 à 300 F la nuit...un style à l'ancienne...Et derrière cette façade, le grand trust hotelier (Hotels Crillon, Lutétia, Concorde La Fayette, Terminus, Saint Lazare, tous « quatre étoiles ») des frères Taitinger dont les activités couvrent le champagne, les vins, l'immobilier, et la banque...Par là-dessous, il y a les conditions de travail et le salaire des 180 employés de l'hôtel, en grève depuis près de deux semaines. ILs organisent vendredi 18 juin, une journée « portes ouvertes » aux travailleurs du quartier des Ministères, de la Banque de France...Nous avons été nombreux à répondre à cet appel.

L'hôtel a complétement changé d'aspect : sur sa façade respectable et triste, des affiches, des banderoles écrites dans la langue des travailleurs, une collecte organisée à l'entrée par les grèvistes.

Le hall n'est plus occupé par des gens « importants » et lointains mais par les travailleurs en grève : on se sent bien, dedans même dans ce temple du luxe...

La visite commence par les chambres : les suites aux tapis épais, les couloirs silencieux, les doubles portes du « quatre étoiles », quoi ! . Et puis, toujours guidé par un gréviste, nous descendons...dans les ous sols ; l'envers du décor ! des petits escaliers tortueux, des réduits aux plafonds sillonnés de conduites mal entretenues, des vestaires minuscules et sans douches; un réfectoire sombre et triste, des cuisines étouffantes quand elles fonctionnent...un vrai labyrinthe de couloirs sales qui font penser aux soutes d'un gros bateau.

Ils sont 180 à travailler dans ces conditions, pour des salaires très souvent inférieurs aux 2000 F (le minimun est 1500 F). Ils se battent pour une augmentation générale des salaires et une garantie de leur évolution, pour la garantie de l'emploi pour le 13ème mois complet, pour de meilleures conditions de travail. La direction refuse de négocier et détourne les clients vers les autres hôtels de la chaîne.

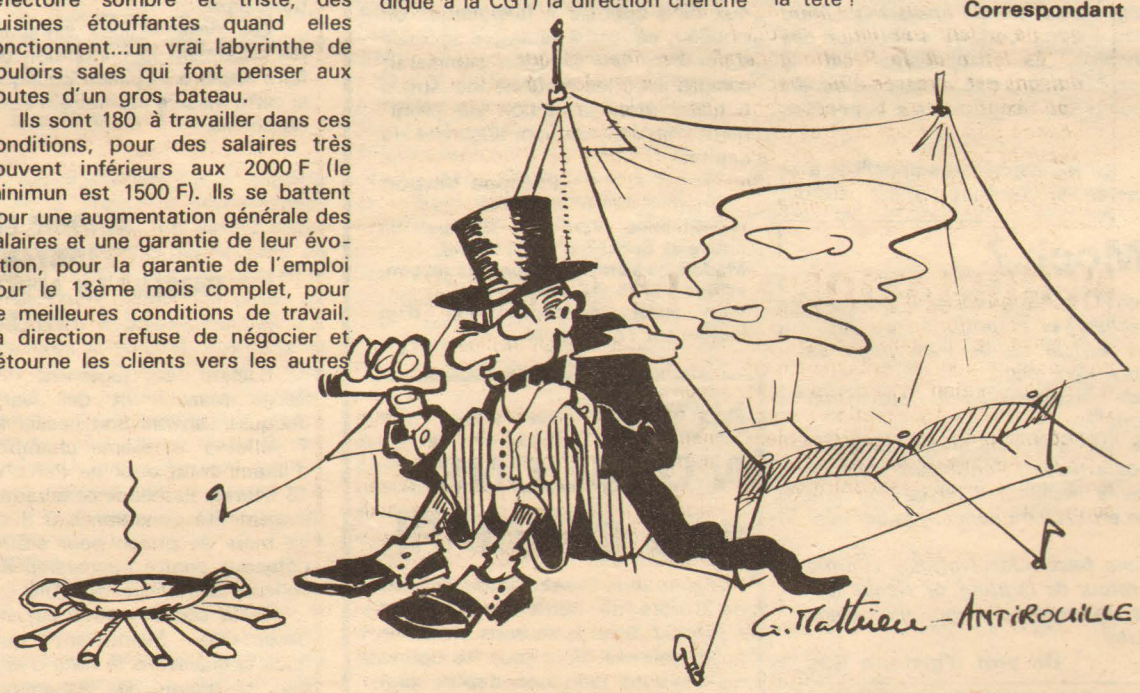
Les grévistes chargés de l'acceuil dans le hall nous expliquent : 70 % des grévistes sont des immigrés (portugais, espagnols, maghrébins, italiens , yougoslaves) et 30 % de femmes. Face à l'attitude raciste et dicriminatrice de la direction, les travailleurs luttent unis. De nombreux immigrés ont leur carte syndicale.

Depuis longtemps l'hôtel du Louvre est à la tête des luttes dans la profession : 5 grèves en 6 ans, car comme ils disent : «l'unique solution face à la direction, c'est la grève : négocier sans la grève ne nous a jamiar rien apporté. En 1970 , le salaire minimun était de 650 F par mois, c'est par nos luttes que nous avons 1550 F ».pour tenir en main le personnel de l'hôtel (fortement syndiqué à la CGT) la direction cherche à embaucher des travailleurs sous contrats de trois mois : aucune garantie de l'emploi, aucun recours devant les prud'hommes, peur de se syndiquer.

Au « Concorde Lafayette » récemment construit, trois cent travailleurs sont sous contrat sur 550 . Mais à l'hôtel du Louvre, le rapport de force, la forte syndicalisation, l'expérience des luttes passées, l'unité entre les français et les immigrés ont fait reculer la direction : il y a très peu de travailleurs sous contrat et la CGT ne cesse de lutter contre ce système d'embauche.

Les grévistes fonctionnent en Assemblée Générale quotidienne et cherchent à développer l'action sur trois fronts : l'unité du personnel en grève au « Louvre » ; l'extension aux quatres autres hôtels de la chaîne, et il y a quelques difficultés, surtout dans les hôtels récents qui n'ont pas de tradition de lutte ; la popularisation dans le quartier : c'est la journée « portes ouvertes ». Dans la profession hôtelière, les « courbettes à la Firmin », c'est fini, nous ont- ils dit...Messieurs Taittinger, les travailleurs de l'hôtelerie redressent la tête !

Correspondant



Femmes

Quand la CGT explique les groupes femmes...

La violence avec laquelle le SO de la CGT avait agressé le cortège des groupes femmes le 1er mai avait suscité de nombreuses réactions et motions au sein même de la CGT. Ainsi, après la circulaire envoyée le 6 mai aux unions syndicales et union départementales, le débat se poursuit à l'intérieur de la confédération. Ainsi dans le *Travailleur parisien* du 4 juin, bulletin de l'Union départementale 75 un nouveau texte de discussion est proposé, sous le titre A propos d'un tract « Groupes femmes » il révèle certes, les positions de la CGT, mais aussi sa gêne.

La première partie se passe de commentaire :

« Depuis le 1er mai, notamment, une certaine propagande, sous le titre « Groupe femmes » prolifère, dans quelques entreprises de la capitale, un de ces tracts, convoquant les femmes à une assemblée, pour le 8 mai dernier, permet tout à fait de se faire une opinion sur leurs objectifs et de caractériser les buts poursuivis par ces groupes :

En effet, sur le thème « Si on parlait ensemble *» suit une énumération de constatations sur les conditions des femmes :*

» Nous qui allons travailler quand les patrons ont besoin de nous ;

» Nous qui faisons ces métiers féminins, qui sommes les moins qualifiées ;

» Nous qui, après huit heures à l'usine ou au bureau **comme lui** *en passons presqu'autant à la cuisine* **sans lui**.

Suivies de : « Femmes d'aujourdhui, **ils** *nous disent, retourne à ton foyer, ton patron n'a plus besoin de toi ».*

Si la relation des conditions de vie des femmes, n'a rien de caricatural, d'entrée de jeu cependant, les problèmes sont posés en termes d'opposition,

Les femmes et **ils**
les femmes et **lui**

Lui, ils, c'est l'homme, les hommes, et pour que ce soit plus clair, vient après l'énumération relative de la femme-objet.

« Nous, qu'ils matent, sifflent, frôlent, palpent et pelotent.»

Cette phrase qui désigne « l'ennemi » :

« Femmes, qujourd'hui, quand ils nous violent, ils savent que ce n'est pas un crime, même pas un délit, puisque l'homme est naturellement conquérant.»

La suite du tract est à l'avenant !

Mais jamais :

Aucune approche des véritables responsables de ces problèmes, jamais le gouvernement, le système ne sont effleurés, cités ou menacés.../...

Bien évidemment le reste de la ciruclation poursuit sur le thème. Ne tenant en rien compte des revendications avancées par les groupes femmes niant même leur existence, elle conclut *« les idées développées... en cherchant à dresser les femmes contre les hommes, les comportements, les mentalités tentent de dévoyer le légitime mécontentement des travailleuses...»* Déclaration surprenante de mauvaise foi, quand on sait combien aujourd'hui certain(e)s commencent à dire à la CGT qu'il ne faudra pas faire les mêmes erreurs avec les femmes que celles avec les gauchistes en 68, quand on relit aussi le débat commencé au colloque d'*Antoinette*. D'ailleurs, au cours de ce même colloque, Moynot (responsable confédéral) ne déclarait-il pas : *« Et quant au fait qu'il règne, dans les mouvement féministes, une certaine confusion politique théorique, ce ne doit pas masquer la réalité et le caractère progressiste des exigences qu'il reflète...»*

Ainsi, le débat s'amorce et s'annonce intéressant, car il est clair que la conclusion affirmant qu'*« Antoinette est la réplique explicative à toute tentative de dévoiement des luttes des travailleuses et des travailleurs »* n'apparait pas totalement satisfaisante pour beaucoup.

S.Triton

vie syndicale

6e congrès de l'UGICT-CGT

LE DEBAT N'A PAS EU LIEU

Le congrès de l'union générale des ingénieurs, techniciens et cadres CGT s'est achevé hier à Nanterre. Ce 6ème congrès a été marqué essentiellement par le refus d'engager le véritable débat, déjà esquivé lors du précédent congrès, sur la place des cadres dans le mouvement syndical. Symptomatique à cet effet, le vote à l'unanimité moins une abstention du rapport d'orientation.

Environ 900 délégués avaient fait le déplacement. Alors que l'objectif initial était de 1 500. Et encore, seuls 591 possédaient un mandat délibératif, les autres n'étant là qu'à titre consultatif. Dès l'entrée, le ton est donné : le club « Options », du nom de la revue de l'UGICT, propose des chaines hi-fi, des vélos « sport » à 3 000 F ! C'est que nous sommes dans un congrès pour « cadres » et que les besoins sont en conséquence.

Dans son rapport introductif, René le Guen présenta le rapport d'orientation. Il se fit l'écho des difficultés rencontrées dans le renforcement de l'UGICT : *« Des camarades, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UGICT, s'interrogent sur l'opportunité d'une organisation spécifique ou sur ses limites, sur sa capacité et sa pratique d'organisation de masse. L'UGICT n'aurait-elle pas été une création d'opportunité pour riposter à la CGC ? » Puis « Le développement quantitatif des ICT s'accompagnant d'un développement de l'UGICT, ce double phénomène ne risque-t-il pas de mettre en cause l'unité de notre mouvement syndical ? »*

En effet, à la base, de nombreuses questions sont posées sur la division en deux sections syndicales CGT que la direction confédérale voudrait imposer par l'introduction de sections UGICT distinctes. De nombreux cadres refusent le rôle qu'on veut leur faire jouer, dans le syndicat. C'est ainsi que si la CGT compte 290 000 ICT, seuls 70 000 paient leurs cotisations à l'UGICT dont ils ne ressentent pas l'utilité.

Il faut encore remarquer que très peu de délégués au congrès sont intervenus sur les textes introductifs, se contentant de relater leur expérience locale. Un seul amendement, sur l'âge de la retraite pour les femmes, a suscité quelques remous puisqu'il fut voté à part, tous les autres amendements étant adoptés en vote bloqué, à l'unanimité.

Les militants révolutionnaires se battent contre l'UGICT, source de division au sein des entreprises entre militants se réclamant du même syndicat. Dans son numéro de Rouge, en annonçant l'ouverture du 6e congrès de l'UGICT, titrait *« le débat aura-t-il lieu ? »* La réponse aujourd'hui est non.

Correspondant

Dans notre courrier

TOUS LES PAYSANS DANS LE MEME SAC ?

A propos de l'article « pensez aussi aux ouviers agricoles » paru dans Rouges N° 70 et signé L.B.

On peut critique les lacunes d'un flash tel celui du N° 67 à propos des producteurs de cerises. Mais sûrement pas comme L.B. le fait dans le N° 70

Exemple : Pour avoir « 1 à 5 briques par mois » de produit brut *(résultat de la vente avec lequel il faut* **tout** *payer) il faut récolter de 4 à 20 tonnes de cerises par mois à 2,50f le kilo, ce qui est déjà une bonne moyenne ! Alors, où sont les 1 à 5 briques par mois de « bénéfice » dont parle L.B. Peut-être pour ceux expédiant 150tonnes au total (et encore !) mais sûrement pas pour la masse des paysans ! Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres : tous les arguments de L.B. sont soit faux soit déformants.*

Alors, soyons un peu sérieux : Il ne s'agit pas d'« oublier » les ouvriers agricoles, en particulier le problème des saisonniers. Leur organisation, leur défense est un problème important de la lutte de classes. Mais il ne s'agit pas non plus de faire porter la responsabilité de la situation désastreuse des ouvriers agricoles à tous les paysans et au même titre. Le discours de L.B. est extrêmement simpliste à ce niveau : à l'entendre, tous les paysans seraient des profiteurs qui s'en mettent plein les poches, qui, en plus, auraient le culot de gueuler, et qui seraient de toute façon tous des poujadistes, des « garde-chiourmes » à vous traiter « à coup de botte dans le cul » ! On peut croire que L.B. a vraiment vécu ça ; mais de là à mettre tous les paysans dans le même sac, il y a plus d'un pas à franchir.

Entre un agriculteur qui travaille seul ou avec sa famille et un propriétaire quelquefois absentéiste qui emploie des ouvriers permanents, etc..., il y a plus d'une nuance.

D'ailleurs les amalgmes abusifs de L.B. ne s'arrêtent pas là : « les paysans se foutent des consommateurs » dit-il. Le voilà défendant **tous** *les consommateurs, attaquant* **tous** *les paysans, et en plus sous-entendant que, ma foi,* **tous** *les intermédiaires sont des petits démmerdards qui ont bien raison de profiter de toute cette connerie. Nous voilà bien loin du communisme révolutionnaire des salutations...*

JFP Montpellier

CLERMONT-FERRAND

6 ELEVES-INFIRMIERS SONT ARBITRAIREMENT VIDES DE L'HOPITAL Ste MARIE

Jeudi 18 juin à 13h, la direction vient de vider quatre élèves-infirmiers de deuxième année et deux de première année. Tous ces élèves avaient leur moyenne à l'école et en stages. Mais la direction a mis une note administrative inférieure à la moyenne (une élève a eu zéro). Motif suffisant pour être renvoyé. La direction n'a donné aucune justification à ces notes. En fait c'est une volonté délibérée de la direction de mettre au pas des stagiaires qui, depuis quelques temps, commençaient à relever la tête et à contester une formation qui veut faire d'eux des infirmiers dociles et disciplinés au système.

Dans les quatre élèves-infirmiers de deuxième année, il y avait deux délégués de la promotion dont un est syndiqué. La direction de l'hôpital s'est toujours refusée à reconnaitre le droit syndical aux élèves, alors qu'ils sont salariés. Aprés l'annonce des licenciements, la riposte au sein dde l'hôpital a été immédiate. A quatorze heures, les stagiaires étaient réunis en assemblée générale pour décider des formes d'action. Ils partirent en délégation massive (les 3/4 des élèves) avec les délégués du personnel CGT et CFDT. Pour demander des explications à la direction.Celle-ci a refusé de donner les motifs de licenciement.

Les élèves et les organisations syndicales ont décidé : la diffusion d'une lettre ouverte à l'ensemble du personnel, un tract CGT-CFDT-CFTC diffusé avec signature d'une pétition exigeant la réin tégration des licenciés. Convocation d'une assemblée générale dés lundi pour envisager des formes d'action. Puis tract à la population dénonçant , outre les licenciements, la rentabilisation du secteur public au détriment des soins médicaux.

C'est la première fois dans cet hôpital psychatrique de Clermont-Ferrand que la riposte est aussi prompte et massive. Il faut se féliciter de l'unité des organisations syndicales, qui est à la hauteur des attaques de l'attaque patronale.

Correspondant.

UNE DEVINETTE

Pourquoi sur votre déclaration d'impôt devez-vous faire figurer votre numéro d'immatriculation à la Sécurité sociale ?

[redacted]
TRÉSOR PUBLIC
RECETTE GÉNÉRALE
DES FINANCES
DE
PARIS
4, rue Lobau
75100 PARIS RP
Compte de Chèques postaux :
[redacted] PARIS
Téléphone : 277.15.40 Poste 43.72
SERVICE
RECOUVR. DIVERS
N° [redacted]

Le 10 JUIN 19 76

OBJET : Affaire [redacted] Evelyne
Avertissement de traitement
N° [redacted]

Monsieur le Directeur,

Afin de me permettre d'accélérer une correspondance administrative, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me communiquer la nouvelle adresse de Mlle [redacted] Evelyne immatriculée sous le n° [redacted] et précédemment domiciliée [redacted] LE PRE SAINT GERVAIS (93).

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Receveur Général des Finances
Trésorier Payeur Général
de la Région Parisienne
Par Procuration :

Monsieur le Directeur
de la Caisse de Sécurité Sociale
Centre [redacted]
[redacted] PARIS

Réponse : Parce que cela aide à débusquer les mauvais Français qui ne paient pas leurs impôts !

La lettre de la Recette générale des finances que nous reproduisons est adressée à un chef de centre de la Sécurité sociale. C'est, nous confie notre correspondant, une pratique très courante. C'est chaque jour que ces centres reçoivent ce type de lettres auxquelles la Sécurité Sociale se doit de répondre. Il s'agit là d'une nouvelle illustration de la politique du pouvoir qui vise à centraliser tous les fichiers en utilisant ce fameux numéro à treize chiffres.

en lutte

Le Capital qui tue. Vendredi 5 mineurs ont été tués à la mine de potasse de Berrwiller dans le Haut-Rhin. Ils ont été précipités dans un puisard profond de trente mètres plein d'eau et de boue. Notons que cet accident survient alors que les Mines domaniales de potasse d'Alsace sont engagénes dans une course au rendement qui accroit l'insécurité des travailleurs. Les investissements pour la sécurité sont sacrifiés au rendement.

Après quasiment un mois de grève, les travailleurs de Siemens-Bordeaux ont repris le travail le 16 juin. Leurs revendications étaient claires : 500 F. pour tous, incorporation de la prime de service au salaire de base, révision de l'indemnité de transport. Face à l'intransigeance patronale, ils ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction sur les points essentiels.

Il faut signaler que les grévistes avaient élu un comité de grève, avec des délégués par ateliers et par classifications. Lequel était révocable par l'assemblée générale souveraine. La lutte a pris un tour assez antisyndical et la solidarité a été assez problématique, aux dires des grévistes. CGT et CFDT ont apporté leur soutien, tout en contestant la position antisyndicale de certains animateurs de la lutte.

Correspondant

Le syndicat national des intérimaires CGT est intervenu samedi 19 juin devant les grands magasins de Paris en appelant les travailleurs à signer une pétition nationale qui déclare « c'est par l'aboutissement de leurs revendications qu'ils parviendront à limiter les effets néfastes du travail temporaires et à obtenir l'intégration des intérimaires dans les entreprises utilisatrices, en toute égalité et en toute solidarité avec l'ensemble des travailleurs ».

Correspondant

Un trou de 10 milliards d'anciens francs dans la caisse de Sud-acier à Toulon entraîne la menace de licenciement pour 450 travailleurs. La direction a refusé toute explication aux délégués syndicaux. D'après *La marseillaise,* organe régional du PCF. « Tout ce qui ppporté dans l'us n a été embarqué par des camions pour une destination inconnue ». Une importante affaire à suivre.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Communiqué de la fédération CFDT Hacuitex

Blanchisserie de Pantin : un jugement inquiétant

C'est avec étonnement que le conseil de la Fédération HACUITEX-CFDT a pris connaissance du jugement de la 17e Chambre correctionnelle de Paris relatif aux Blanchisseries de Pantin. Ce jugement condamne les journaux et journalistes de Libération, Humanité, Humanité-dimanche et Europe 1 pour avoir diffusé les informations recueillies au cours d'une conférence de presse organisée par la fédération HACUITEX et l'Union régionale parisienne CFDT le 24 octobre, en présence d'une quarantaine de grévistes qui avaient témoigné de leurs conditions de travail.

A bien des points de vue, ce jugement est surprenant :
-les journalistes n'ont fait que reproduire les déclarations faites par les travailleurs qui avaient dénoncé par des faits précis, l'exploitation de nombreux immigrés, les conditions inhumaines de travail, les bas salaires, le comité d'entreprise aux mains de la CFT.
-d'ailleurs, des ouvriers et ouvrières sont venus témoigner devant le tribunal pour confirmer la réalité de leurs dures conditions de travail.
-les témoins de la direction étaient essentiellement des retraités agents de maitrise, médecin du travail, directeur de l'entreprise.

Après le jugement, nous sommes obligés de considérer que les témoins de M. Leducq ont été plus écoutés que les ouvriers et ouvrières vivant concrètement les conditions de travail.

Il est important de rappeler que contrairement à ce qui a été déclaré par l'avocat du patron, le représentant syndical au CE et quatre militants ont été licenciés sans indemnités, ni congés payés et qu'une procédure est engagée devant le conseil des prud'hommes de Paris par le syndicat CFDT.

D'autre part, le jugement est inquiétant pour la liberté de la presse car il sanctionne les journaux et des journalistes qui ont informé publiquement des dures conditions de travail dans les blanchisseries. Qui est donc responsable ? Celui qui exploite les travailleurs ou les journalistes qui informent de la réalité des conditions de travail et du déroulement de la grève ?

La CFDT, quand à elle a tranché. Les travailleurs ont confirmé massivement cette position en accordant leur voix aux candidats CFDT lors des élections de délégués du personnel qui ont eu lieu en mars 76. Quatre mois après la grève, la CFDT a en effet recueilli 63 % des voix avec quatre élus sur six dans le collège ouvrier.

Quel que soit le verdict du tribunal, la fédération HACUITEX continuera son action pour changer les conditions de travail dans les blanchisseries et exiger une véritable convention collective nationale accordant des garanties réelles aux travailleurs de cette profession, car c'est là le véritable problème. Elle appelle donc tous les travailleurs des blanchisseries-teintureries à agir dans ce sens avec la CFDT.

NEGOCIATIONS A LA SAVIEM

Depuis le 2 juin dernier, les négociations pour le renouvellement de la convention d'entreprise ont lieu à la Saviem. La direction a commencé par proposer généreusement 2,5% d'augmentation au 1er juin avec une nouvelle rencontre le 16 septembre...

Depuis deux ans, il n'y a plus de véritables négociations de salaire, la direction se contentant de rencontrer les syndicats, quand bon lui semble, de façon à distribuer quelques pourcentages d'augmentation pour éviter les conflits (regrettons au passage que la CGT continue à défendre les augmentations hiérarchisées alors que les travailleurs de Blainville se sont prononcés majoritairement pour des augmentations uniformes).

Seuls points positifs pour le moment :
— réduction d'horaire de une demi-heure au 1er septembre et d'une autre au 1er septembre 1977.
— paiement du pont de l'Ascension tous les ans. C'est là une vieille revendication des syndicats à laquelle la direction a accepté de céder à la suite des conflits de février à Blainville. Elle a laissé le choix entre une journée de congés supplémentaires au mois d'août et un pont payé ; à Blainville, les syndicats ont consulté les travailleurs qui se sont majoritairement prononcés pour le pont de l'Ascension.

Les négociations continuent.

Groupe Taupe Rouge Saviem

DESSE (béton) BORDEAUX

UNE GREVE ACTIVE

C'est le 15 juin que tout a commencé. Les ouvriers sont partis en grève de vingt-quatre heures renouvelable, à l'appel de leur syndicat CGT. Depuis, les travailleurs, français et immigrés, continuent la lutte avec leur syndicat. Dès le premier jour, les travailleurs ont fait des piquets volants allant de chantier en chantier, ceci à partir d'un chantier particulièrement combatif.

Puis rassemblement à l'usine de préfabrication et assemblée générale. Les jours suivants les travailleurs ont organisé le contrôle des chantiers pour faire le point de la grève et de son extension. Le troisième jour de grève le patron a reçu les délégués CGT, Bâtiment et Métallurgie.

Il a répondu par la négative aux revendications. La seule réponse « positive » porte sur la fourniture de bottes de sécurité au lieu de bottes normales. La grève continue et prend un tournant avec le démarrage de la solidarité.

L'entreprise Desse comprend un secteur Bâtiment qui est en grève et un secteur Métallurgie qui soutient la grève par un débrayage d'un quart d'heure et des collectes. De plus l'Union syndicale de la construction CGT a signé le tract de solidarité et aide matériellement le syndicat. Pour le moment de nombreux syndicats de la construction et d'autres entreprises commencent à apporter leur soutien.

Les revendications les plus sensibles pour les travailleurs sont les suivantes : revalorisation de l'indemnité de déplacement. Deux paires de bleus par an. A travail égal, salaire égal. D'autres revendications sont avancées comme la suppression des qualifications d'OS, suppression des contrats à durée déterminée (trois mois), réduction d'horaires sans perte de salaire. Le combat continue.

Correspondant

LE PCF ET L'ARMEE

La bise a Sangui La claque pour les anti-militaristes

Quand l'amiral Sanguinetti et Louis Baillot, responsable des questions militaires du PCF, se réunissent autour d'une table au bénéfice de l'Huma-Dimanche (numéro de cette semaine), de quoi parlent-ils ? D'« abandon », bien sûr. Car Sanguenetti, gaulliste de toujours, fidèle du dernier carré, mis au rencart par Giscard et Bourges, est une aubaine pour le Parti.

Mêmes arguments, mêmes mots, mêmes indignations : Baillot et Sanguinetti voient dans les discours de Giscard et de Méry un alignement sur l'OTAN. Baillot parle de vassalisation. Délicate entourloupe : en argumentant de manière savante sur l'ancien et le nouveau rôle dévolu aux engins nucléaires tactiques, en faisant du commentaire de texte sur les discours de Giscard (« avant il parlait d'*« indépendance »*, maintenant il parle d'*« autonomie »*, n'est ce pas là la preuve du glissement ? »). Les deux interlocuteurs évitent soigneusement de tirer le bilan réel de la période gaullienne en matière de stratégie militaire. Notamment bien sûr, ils entretiennent la fiction du désengagement de l'atlantisme qu'aurait été le retrait de l'Otan. Ce qui se comprend de Sanguinetti, pourrait naïvement nous surprendre de la part de Baillot.

La fidélité à l'Otan

A aucun moment il n'est rappelé que si la France a formellement quitté l'Otan, elle n'a jamais cessé de lui être attaché par le biais de multiples organismes de concertation, de coordination, n'a cessé de prendre part de manière active aux manœuvres communes, que certains de ses dispositifs d'intervention (par exemple en matière de détection aérienne, de transmission) sont communs à ceux des forces intégrées. A aucun moment surtout il n'est rappelé que la France n'a jamais envisagé de remettre en cause sa signature au bas du Pacte Atlantique.

La fidélité de la France à ce pacte de lutte anti-communiste a pour conséquence une fidélité globale à une organisation militaire qui peut s'aménager différemment au gré de la conjoncture, des menaces et des rivalités internes au sein du monde impérialiste. Les coups de gueule gaulliens n'ont rien changé à l'affaire.

Le sens du poil

Que la « montée des périls » en Europe du Sud ravive les inquiétudes des tenants du vieux monde, qu'elles les poussent à resserrer les alliances, à homogénéiser les actions de riposte, voilà qui est clair. Mais voilà ce que ne peut, ni ne veut dire un Baillot tout occupé à caresser les gaullistes déçus dans le sens du poil.

Sanguinetti note que les ajustements en cours vont dans le sens d'un renforcement des capacités de l'armée dans le cadre d'une intervention sur le territoire national. Ce renforcement est logique puisque, si Giscard a avancé l'idée que la « destabilisation mondiale », il a aussi précisé que la *« déstabilisation intérieure française »* le préoccupait vivement. Que dit Sanguenetti ? Les mesures actuellement prises *« sont toutes à double sens. On ne peut manquer de relever que l'accroissement de l'efficacité et de la mobilité des unités de combat, valable contre des raids de paras c'est vrai, est malheureusement aussi valable pour* **toute** *action à l'intérieur de nos régions. On nous dit aussi : il faut rapprocher l'armée de la population... il faut répartir les armées d'une façon harmonieuse dans la population... etc. Bien ! Mais j'ai connu une époque où on a cherché à le faire sur un autre territoire : ça s'appelait le quadrillage. Alors, ça doit faire réfléchir »*. C'est effectivement souhaitable. Mais Baillot ne veut pas réfléchir. Sa fonction à lui, c'est d'« affirmer avec force ». Il affirme donc que *« l'armée doit être au seul service de la nation pour assurer sa défense »*. Na ! L'armée dans les affrontements de classes, est un danger, c'est vrai, Baillot le reconnait, mais il ne faut pas exagérer. Il faut démocratiser.

Briser l'armée ?

C'est ce qu'explique en détail un récent article de l'*Huma*, *« les communistes et l'antimilitarisme »*.

« Pour certains, il faudrait briser l'Etat et par conséquent l'armée ». A ces léninistes attardés, François Hincker, apporte une réponse « définitive » au terme d'une *« analyse plus fine »*. Ce n'est pas l'armée qu'il faut briser, mais son *« principe de fonctionnement »* qui en fait le *« mécanisme unique de l'Etat-monopole »*. Car à l'époque du *« capitalisme monopoliste d'Etat »*, l'armée devient de plus en plus l'instrument de défense d'une *« toute petite minorité »* : celle des grands monopoles *« qui font la loi dans notre pays »*. Chasser les grands monopoles, instaurer le gouvernement de la gauche unie, démocratiser l'armée : et voilà résolu le stupide dilemme du miliarisme et de l'antimilitarisme. Mais la PCF ne veut pas pour autant être taxé de militarisme. Les communistes veulent simplement porter *« le flambeau des valeurs nationales abandonnées par la grande bourgeoisie »*. Ils veulent une défense efficace en meilleurs garants de l'indépendance nationale.

Et de citer Lénine, une fois n'est pas coutume, dans une phrase sans guillemets : *« il est juste qu'un peuple se donne les moyens de se défendre, surtout si ce qu'il a à défendre vaut la peine de l'être »*.

Lénine ne précisait pas s'il s'agissait du pouvoir maintenu de la bourgeoisie par gouvernement de gauche interposé, qu'importe.

Aux couleurs de la France

Ni anti, ni pro-militariste, les communistes veulent une armée démocratique. *« Ce qu'il faut, c'est transformer l'armée, non la briser (...) elle doit devenir une armée au service de la nation, au service de l'Etat, du peuple travailleur. Cela signifie qu'elle ne sera pas l'outil d'une dictature du prolétariat qui ne correspond pas à l'analyse que nous faisons de la société française en 1976 et à notre politique. L'armée ne deviendra pas une armée prolétarienne, ni l'armée du prolétariat. Elle sera à l'image de la nation »*.

Car l'armée rêvée par les communistes aux couleurs de la France verra ses structures et sa discipline maintenues, comme seront maintenues les prérogatives des castes militaires. Les adversaires politiques de tout genre y auront tous les droits d'expression et d'organisation... *« sous réserve du respect de la loi et des réglements militaires »*. Réserve qui a toujours figé au garde-à-vous tous les apprentis Pinochet de la terre, comme on sait. Mais non : *« la démocratisation de l'armée ne consistera pas en une vaste épuration politique »*. Elle ne consistera pas non plus, on peut le penser, en un encouragement aux luttes des appelés, aux liens qu'ils pourront tisser avec les travailleurs, à la défiance qu'ils pourront organiser à l'égard de certaines couches de la hiérarchie : pas un mot sur les luttes qui se développent depuis plusieurs années dans les casernes, sur la construction d'un syndicat de soldats. C'est aux cadres que s'adresse le PCF, pas aux bidasses dont les luttes encombrent et gènent la politique de mains tendues tous azimuths.

Le PC apparaît donc moins lucide que l gaulliste Sanguinetti. Lui, il connait son affaire, ne parle pas seulement d'une poignée d'activistes sévissant dans les unités et qui seraient facilement par une démocratisation menée sous la férule prudente de la gauche unie. Les menaces qu'il évoque mettent en cause l'armée dans son ensemble, et comme par nature même. Il y a là, en creux, une jolie leçon.

J.F. V.

UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE *Feuilleton* par Bernard Vergnes

Résumé : la jeunesse...Il y avait eu Benoit, l'école, la salle de classe et son exclusion du lycée. Il y avait eu Philippe et un boulot con à l'INNO BJ. Aujourd'hui à nouveau Benoit. Plus de lycée, pas de boulot, reste le chômage...

Chômeur. 18 ans. Déjà dit.
Benoit, je.
Société française, elle.
Agence Nationale pour l'Emploi, nous.
Ce matin, pour pointer, tra la la... Un drôle de truc, la queue, à l'agence : un bazar de 30 mètres, plutôt bariolé, et ...méfiant.
Et puis les gueules : la plupart regarde leur pompes.
Pas la joie. Pas la fierté, non plus. un peu l'impression d'être les mendiants du siècle : on vient chercher sa croute...comme à la soupe populaire.
Non ?
Question de point de vue, chère madame : de l'extérieur ou de l'intérieur. De l'extérieur : c'est chouette le chômage. Tu fais tes mille heures, et hop terminé : un an à 40 % . A rien foutre...
De l'intérieur : le chômage c'est la dépendance, le contrôle , les expulsions, le serrage de ceinture, la déqualification, l'isolement.
A rien à foutre ?
Celui qui cherche, celui qui « fait » les petites annonces, celui qui partout se trottera dans le métro, ou la petite ceinture « et n'oubliez pas votre ticket messieurs dames ! », celui-là ne sait pas , ne dort pas, ne vit pas : Démarcheur de force de travail. Travailleur de force en démarches.
Chômer, ça n'a jamais voulu dire « ne pas travailler » : chômer, c'est travailler. Tu t'exténues à garder disponible ta force de travail.
Tu passe ton temps à essayer de la vendre.
Bref, tu ne travailles pas, mais ça te travaille.
Bon, re-Benoit-je, et pas là pour penser, mais pour pointer. Au boulot tu pointes, et au chomâge aussi.
Ah les comparaisons !...Au chômage tu fais la queue, aux sports d'hiver aussi. Oui : Métro, boulangeries pendant l'occupation, sports d'hiver, cinéma le samedi soir, tout ça c'est pareil, la queue.
Voilà, voilà ....On s'occupe comme on peut.
Tiens un truc marrant : si je causais à la nana de l'agence ? Oui, celle de l'accueil.
« Vous êtes là toute la journée ? Derrière le comptoir ?
-Pas forcément...
-C'est dur comme boulot ?
(Hi Hi elle se marre : les chômeurs qui posent des questions, maintenant ?)
-C'est-à-dire, d'ordinaire, moi je fais un travail de propecteur-placier. Là c'est juste en bouche-trou...Dur ? Assez, oui : on doit respecter des cadences finalement...On est obligés de prendre une personne toutes les dix minutes : Non qu'on nous chronomètre, mais du fait du nombre de personnes... 10 minutes... Qu'est ce que vous voulez faire en 10 minutes ?
-Oui, mais comment faire ?
-Augmenter les effectifs.
-Ca m'interesse...Y'a bientôt de l'embauche ?
-...Pas avant 77.

Liberté d'information dans les prisons

Le décret du 23 mai 1975 est pourtant formel : « *Les détenus peuvent se procurer, par l'intermédiaire de l'administration et dans les conditions déterminées par une instruction de service, les journaux, les périodiques et les livres français et étrangers de leur choix n'ayant pas fait l'objet d'une saisie dans les trois derniers mois* ».

Alors comment se fait-il que les détenus ne puissent se procurer CAP, journal du Comité d'Action des Prisonniers ?

Cet arbitraire total qui prive les détenus d'un journal d'informations et d'analyses sur leurs conditions et leurs luttes doit être vigoureusement combattu. D'abord par l'emploi des recours légaux, c'est ce que vient de faire Jean Lapeyrie dans une lettre de recours au Garde des Sceaux. Ensuite en demandant à tous les détenus de s'abonner au *CAP* (par abonnement gratuit au besoin : c'est possible).

JF.V

Pour tous renseignements sur cette action : s'adresser au CAP, 15 rue des trois Frères, ou à la Boutique du Droit, 46 rue du Pré St Gervais, 75 019.

l'homme des casernes

APRES L'ACCIDENT DU 159° RA DE BRIANCON

AA la suite de l'accident de camion qui a bléssé 7 soldats du 159° RA de Briançon, la hiérarchie militaire a ouvert une enquête. Elle n'a toujours donné aucun résultat. Nous l'informons donc dd'un élément qui pourrait l'aider. Le soldat qui conduisait le camion était en permission quand il a été rappelé par le commandant pour participer aux manoeuvres auxquelles participaient son régiment. Afin d'éviter une sanction il a regagné sa caserne, mais pour ce faire il a fait le trajet Paris-Briançon en une nuit. C'est sans avoir eu le temps de prendre du repos qu'il a rejoint son poste de conducteur. On sait le résultat.

Les perms sont rares, mais en plus la hièrarchie les écourte sous des prétextes imbéciles. Les manoeuvres sont épuisantes, mais la hiérarchie se moque de laisser prendre aux appelés le minimum nécassaire.

Face à la multiplication des accidents qui tuent ou mutilent les appelés, il faut exiger quà cchaque fois soient mises sur pied des commissions d'enquete civiles avec représentations des organisations ouvrières.

POUR ROLAND AGRET UN GALA DE SOUTIEN REUSSI

Une salle comble (plus de 1 000 personnes) une chaleur étouffante, des stands, des affiches, ddes brochures. Le Gala de Soutien à Roland Agret, tenu à Marseille, a été un succés.

Le comité de soutien avait bien fait les choses : affichage jusque dans les coins les plus reculés de Marseille, édition d'une plaquette expliquant l'ensemble de l'affaire.

Aprés un débat sur la justice, s'est tenue la pargtie ga« gala » avec Béranger qui dédia son « sh?w » à Roland. Tout au long de ses chansons de révolte, tout au long de son long réquisitoire contre cette vie quotidienne qui nous étouffe, tout au long de ses chansons pour les prisonniers de toutes les prisons, d'Amérique Latine et de Fleury-Mérogis, il installa lourde et permaente la présence de Roland Agret. Mieux qu'un discours, mieux qu'une plaidoirie.

Il faut maintenant aller plus loin. Il faut entamer pièce par pièce, le démontage de l'« affaire Agret », mettre à jour le rôle du SAC, les « oublis » de l'enquête, l'incohérence du dossier dd'accusation, les complicités des hommes d'aujourd'hui avec ceux qui gouvernaient alors. La libération de Roland, la mise à jpur des manoeuvres du pouvoir sont à ce prix.

Correspondant Marseille.

5000 apprentis à l'appel de la JOC

LES PLUS EXPLOITES DE TOUS

Une vague de jeunesse, défilé chamarré et bruyant, déferle du haut des escaliers branlants de l'ancienne gare de la Bastille. Pancartes en tête, les délégations régionales se succèdent. Souvent coiffés d'une casquette jaune-verte-bleue, les manifestants ont entre 14 et 17 ans, parfois moins. Des chansons fusent d'un peu partout, certains lancent quelques couplets de l'Internationale *d'autres discutent de l'*Etat policier *avec le flic de faction. Tous font la queue pour de déjeuner. Une queue plutôt poussive car ils ne sont pas moins de 5 000.*

Midi, ce dimanche 20 juin, une manifestation plutôt étonnante. D'autant plus qu'elle marque la sortie d'une messe. Celle qui fût célébrée au cours du second Meeting national des Apprentis, organisé par la JOC et la JOCF (Jeunesse ouvrière chétienne, garçons et filles). De quoi surprendre, car aucune organisation syndicale ou de jeunesse n'aurait été capable aujourd'hui de rassembler un si grand nombre de jeunes apprentis et pré-apprentis.

Les apprentis ? Un vaste pan de la jeunesse, délaissé. Qui parle de ces milliers d'adolescents livrés avec la loi Royer dès 14 ans à l'exploitation patronale ? Qui se préoccupe de ces jeunes au statut bâtard, isolés dans de petites boîtes ? Pourtant, de tous les jeunes de leur tranche d'âge, ils vivent les conditions d'exploitation les plus féroces, imposées avec un suprême mépris des lois existantes. Celle de 1971 prévoit 40 heures de travail par semaine : selon la JOC, 46 % des apprentis font entre 46h et 70h. Les heures supplémentaires doivent être rémunérés à des taux majorés. En fait... J. Luc, apprenti cuisinier de Paris : « Je fais 250-260 heures par mois. Il m'en manque 170 à 195 sur ma feuille de paye.» *Jean Luc de Château-Thierry :* « Mon patron me payait 90 heures sur les 288 que je faisais, il me disait : comme ça ton père paiera moins d'impôts .» *Les salaires : 30 % du SMIC la première année, pour péniblement atteindre 75 % la troisième.*

Une main-d'œuvre gratuite

Quant à la formation qui doit être assurée de façon « méthodique et complète » *par l'employeur, c'est une gageure ! Il faudrait doubler le nombre des centre de formation d'apprentis pour que chaque apprenti puisse suivre normalement les cours professionnels. Le pourcentage de réussite au CAP chez les apprentis baisse régulièrement : 45, 7 % en 1971, 43,6 % en 1974. Six apprentis sur 6 n'auront aucun diplôme au bout de leur* « exploitation-formation-sur-le-tas ». *La réalité, c'est donc une main-d'œuvre gratuite offerte au patronat. Une main-d'œuvre qui sert de* « bonne à tout faire », *de l'épluchage des patates au balayage, aux petits patrons qui l'emploient.*

Des tribunaux d'accusation

Unique en son genre, ce meeting national était donc avant tout une proclamation de cet état de fait. Son temps fort furent les tribunaux d'accusation d'une situation « organisée pour répondre aux besoins économiques du système capitaliste international.» *Le samedi 19 juin se sont tenus cinq « meeting apprentis » par branches professionnelles, un meeting des pré-apprentis où 200 élèves des CPA, CPPN, et SES, affirmant que la* « seule orientation pour nous après, c'est l'usine où le chômage », *réclamèrent la suppression du pré-apprentissage à 14 ans et une scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, et un meeting des 14/17 ans chômeurs ou travailleurs sans qualification.*

Une première prise de parole

Il y aurait beaucoup de questions à poser à la JOC. Sur elle-même, se définissant comme nous l'a dit Jean Poulouin, vice-président sortant, doublement « organisation ouvrière et mouvement d'église », *regroupant* « d'abord des ouvriers qui se disent ensuite chrétiens ». *Sur sa conception dè poser à la JOC. Sur elle-même, se définissant comme nous l'a dit Jean Poulouin, vice président sortant, doublement* « organisation ouvrière et mouvement d'église », *regroupant* « d'avord des ouvriers qui se disent ensuite chrétiens ». *Sur sa conception de la « foi »,qui, alors que la JOC s'affirme partie du courant favorable au socialisme, signifierait toujours,selon Jean Poulouin,* « croire en un Dieu vivant ». *Sur ses liens aux partis signataires du Programme commun illustrés à ce meeting par la limitation des invitations aux partis et syndicats de l'Union de la Gauche, à une exception près, le PSU. Sur les perspectives qu'elle offre aux apprentis : rejoindre la JOC, semble-t-il, mais si l'on n'est pas chrétien ?... Quel instrument pour lutter, se regrouper : les liens aux syndicats, mais ils s'en préoccupent peu actuellement, ou autre chose correspondant à la spécificité de ce milieu de jeunes pré ouvriers. Il n'en reste pas moins que grâce à l'énergie qu'elle dépense auprès d'eux, cette première prise de parole des apprentis a vu le jour.*

J. Krasny

Chronique

Le petit matin à Montmartre. Un rayon de soleil précoce réveille les passants ankylosés, avec la cohue je m'engouffre dans le métro Abesses, un ascenseur à la fois géant et lugubre, personne ne dit mot, tout le monde attend avec impatience la sonnerie paralysante du départ, et c'est la descente aux enfers (70 à 80 mètres), encore un escalier à dégringoler et clac ! le métro est loupé, je ne me presse jamais assez.

Sur le quai en face, cinq clochards que la fraicheur de l'aube a dû attirer ; ils dorment profondément, insouciants. Ils ne gênent personne si ce n'est que l'on est plus ou moins choqué à la pensée qu'a l'heure du Concorde, la société libérale avancée se traduit pour ces quinquagénaires par des nuits entières à la quête du moindre recoun pour un éphémère sommeil.

Soudain quatre flics arrivant au pas militaires et leur jettent sans sommation des gaz lacrymogènes, en forte dose car très rapidement c'est toute la station qui est envahie, les clochards se réveillent, crient, ne comprennent pas, sont aveuglés, l'un d'eux se lève, tibute, il en est moins unes'il ne passe pas sur la voie, un autre crie « ils n'ont pas le droit de faire cà ! » ... y-a-t-il moralement un droit pour ces quatres jeunes flics qui s'en vont content, à la manière d'adolescents qui auraient reussis un bisutage... Que peut-on faire ? Hurler « petits...s....f...ou encore sale... » A quoi bon j'en serais quitte pour passer ma journée au poste et n'aurais pu que perdre ma journée de boulot. Les gens sur le quai ont l'air énervé mais impuissant, déjà le métro arrive, clac !

F.P.G

LES TEMPS NUCLEAIRES

NON A LA CENTRALE DE CATTENOM (Moselle)

L'EDF veut construire une centrale de 4 000 MW à Cattenom en bordure de la Moselle, à 7 km de Thionville. Le site choisi est l'un des rares endroits épargnés par la sidérurgie, une zone que l'on pourrait appeler « verte », si la Moselle n'était pas polluée !

EDF veut 416 hectares pour construire un réservoir artificiel, une usine de 2,5 km de long, et cinq immenses tours de réfrigération de 165 m de haut.

L'ASMV, (association pour la défense de la Moselle) mène une campagne très active avec ses 1 300 adhérents. Elle a organisé des référendums dans plusieurs communes qui se sont prononcées contre à plus de 90 %. Mais, dans les communes les plus directement touchées, le préfet, Guérin, « promu » de Corse à Thionville après Aléria, refuse d'organiser un référendum.

A Cattenom, les maisons arborent aux fenêtres et aux murs l'affiche « non au nucléaire », et, sur 2 200 hab., 320 familles se sont prononcées contre la centrale.

Le mercredi 9 juin, à 6 h, 250 personnes se sont opposées à l'arrivée des camions sur le futur site, en bloquant le chemin. Depuis les équipes se relaient de 6 h à 18 h pour une durée indéterminée.

L'information s'étend. Un défilé de Koenigsmarker à Cettenom ainsi qu'un rassemblement à Cattenom sont prévus pour le dimanche 27 juin.

PLUTONIUM SUR RHONE

L'occupation du site de Malville se prépare pour le 3 juillet. Tous les manifestants recevront des indications pratiques précises. Actuellement plus de 21 groupes de la région Rhône-Alpes préparent l'occupation. Des paysans ont déjà prêté plus de 100 ha de terrains. Les habitants des villages proches du site se mobilisent. Est prévue une conférence de presse le 26 juin à 18 h place de l'église à Creys-Pusignieu avec la présence des comités locaux et de scientifiques grenoblois.

• Le comité anti-nucléaire d'Annecy prépare un film et manque d'argent. Contacter B. Sublet, 2 impasse des jardins à Crangevrier 74000 Annecy.

APRES LA MARCHE SUR LA HAGUE

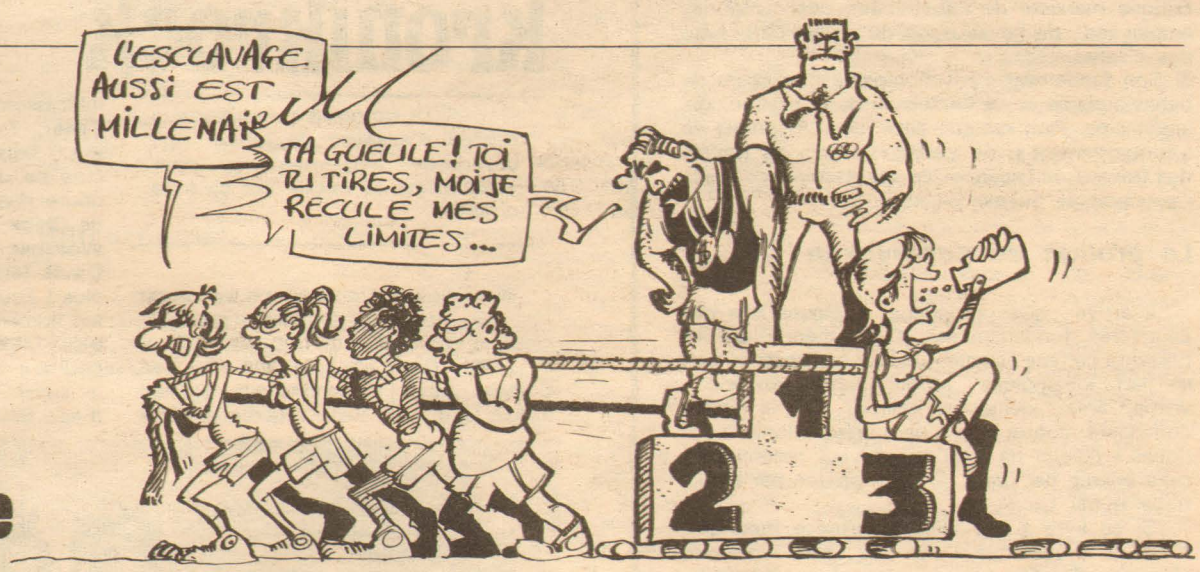
• Le CRAHN (Collectif régional de Haute-Normandie) qui regroupe les groupes du Havre, du Pays de Caux (Eu, Yvetot, Dieppe, Fécamp), et le Collectif de Rouen, précise qu'il s'est associé à la marche, mais que celle-ci fut organisée à l'initiative du CRILAN (comités de Basse-Normandie) et le CCPH (Comité contre la pollution de la Hague). Le CRAHN, insiste sur le fait que la marche était organisée surtout pour protester contre le stockage de déchets venus de toute l'Europe à proximité de La Hague. Il pose le problème de la coordination des comités :

« Nous sommes convaincus que la lutte sera longue et dure, et qu'on ne peut pas se permettre de faire chaque année une marche sans rien à côté. Donc, il nous semblait important de coordonner toutes les initiatives, les informations, les tentatives d'action, comme le refus de payer les 5 F EDF par exemple... Une telle tentative n'a jamais pu être menée (saut peut être à Malville ?) la marche sur La Hague, c'était aussi cette difficulté des groupes écologiques à se coordonner pour mieux lutter. Il fallait le dire ».

• Un « marcheur » militant d'un comité anti-nucléaire, nous écrit qu'il se monte près de La Hague une immense entreprise de culture d'huitres, de moules et d'élevage de saumon. Les coquillages, notamment les « œils de perdrix » concentrent fortement la radio-activité. Parmi les personnes qui ont investi dans cette entreprise, certaines seraient pourtant médecins ou vétérinaires. D'autre part une étude, faite par un groupe de vétérinaires sur la pollution nucléaire des coquillages sur le rivage est tenue secrète par le Ministère de la santé.

Dans l'Huma

Les beautés de l'olympisme



Dans un article publié vendredi, *l'Huma* part en guerre contre les gauchistes et la réaction qui veulent supprimer les Jeux olympiques. En voici les plus beaux passages :

« Avec un bel ensemble, certains cercles gauchistes et les milieux gouvernementaux français mettent en cause l'existance des JO baptisés « course frénétique aux médailles » et accusés de « gigantisme ».

Faudrait-il donc supprimer cette institution millénaire restaurée par un grand français, Pierre de Coubertin ?

« (...) Nous pensons que l'idéal du dépassement, du recul permanent des limites des possibilités humaines, correspond au dynamisme profond de la pratique sportive. Il conduit bien sûr, inévitablement à la haute compétition. Mais nous pensons aussi que les progrès au niveau de l'élite doivent découler d'une pratique sportive éducative pour la masse ; et que le rôle du champion doit prendre valeur d'exemple.

« (...) Les détracteurs des Jeux sont essentiellement ceux dont le système, taré par les lois du profit, supporte mal une telle confrontation pacifique. Une confrontation révélatrice de coupables lacunes éducatives.»

Vraiment, tout y est, et une nouvelle fois la preuve administrée que, sur le fond, le PCF a absolument la même conception du sport que les idéologues et politiciens de la classe dominante. Elite, champions, dépassement,recul des limites des possibilités humaines, haute compétition... Ça pourrait aussi bien être du Mazeaud, ou... du Pétain !

Les JO, « institution millénaire » : quelle plaisanterie ! Avec un petit trou « fortuit » de quelques siècles entre l'Antiquité et la fin du XIX[e] siècle, l'essor de l'impérialisme, mais il n'y a pas de quoi empêcher de dormir un responsable du PCF...

Coubertin, un « grand Français »... Selon Pétain, pas de doute.

On pourrait continuer longtemps, tant cet articlè est hallucinant. Les prochains JO à Paris, sous l'union de la gauche, avec Catala, ministre de la Jeunesse et des Sports ?

des fleurs et des pavés

livres

La théorie des jeux : une politique imaginaire.

Michel Plon

(Maspéro, col. « Algorythme »)

Après les articles dans **La Pensée** qui avaient déjà retenue l'attention ,dans lesquels l'auteur se proposa de « démystifier » la « théorie des jeux », Michel Plon revient à la charge avec ce livre, passionnant par son objet , ses enjeux, sa méthode, et dont l'entreprise est ici pleinement réussie.

De quoi s'agit-il ? D'une critique de la théorie économique connue sous le nom de « théorie des jeux » , inaugurée par les travaux de Morgenstern et Von Neumann, qui se propose d'analyser tout « comportement économique » comme étant l'application d'un shéma général d'action, maîtrisable par la mathématique. Toute situation économique, et aussi par extension toute situation informationnellle, politique ou autre, trouverait ainsi son « modèle », dans le conflit qui oppose les stratégies des jeux joueurs, au poker ou échecs, par exemple, ce modéle étant mathématiquement formalisable.

Une théorie scientifique

Depuis, cette théorie a eu un grand retentissement dans la plupart des sciences humaines, avec, parfois, le concours actif de théoriciens du PCF...Bref une « théorie scientifique », incontestée, faisant la quasi-unanimité.

Balivernes que tout cela, répond Michel Plon, brisantainsi cette unanimité et attaquant la théorie des jeux sur ses trois points « forts » :

1) Son caractère « mathématique » :Michel Plon montre le « double jeu » de l'utilisation de la mathématique dans cette théorie, les glissements des différentes formulations proposées : il s'appuie pour cela sur les importants travaux de Pierre Raymond concernant l'épistémologie des mathématiques ;

2) Son fondement « économique » » Michel Plon, après Maurice Godelier, montre sans peine les présupposés de la théorie des jeux, et sa continuité avec l'école marginaliste de Pareto, l'une des théories bourgeoises fondamentales ; il opère une critique marxiste de l'abstraction des catégories employées , de l'évacuation du primat de la lutte des classes, etc...

3) Son fondement « psychologique », emprunt de behaviourisme et de l'influence de la psychologie américaine. Plon critique ainsi les catégories de « comportement », de « sujet » , etc... au travers des travaux de Lacan, et de ses critiques contre la « psychologie du moi » ...

Le produit du positivisme

Il arrive ainsi à dégager quelques uns des caractères fondamentaux d'une théorie qui se présente comme scientifique tout en étant, de part en part, idéologique : produit achevé du positivisme, arme idélogique utilisée par la classe dominante contre les « deux révolutions théoriques » qu'elle ne peut ni ne veut reconnaitre : celle opérée par Marx, et celle opérée par Freud, travaillé par Lacan.

Si ce livre a une telle importance théorique, c'est qu'il constitue l'une des rares tentatives réussies d'unifier, dans une même démarche critique, les armes fournies par la théorie marxiste et celle fournies par la théorie freudo-lacanienne.

Une réussite

Cette réussite est sans doute dûe à ce que Michel Plon a évité d'opérer, à un niveau abstrait et général, des identifications et des correspondances sommaires entre ces deux théories, comme c'est trop souvent le cas, mais qu'il a tenté de les faire « travailler » ensemble sur un objet déterminé, rigoureusement spécifié : celui de la théorie des jeux.

C'est une tentative dont le succés est trop rare pour ne pas en souligner l'importance, et dont l'intérêt, dans le champ de la critique marxiste de l'idéologie bourgeoise, est contestable.

Concert de Cecil Taylor, mercredi à la Mutualité

LE PARTI-PRIS DES TAMBOURS

On a déjà pu entendre Cecil Taylor à la Mutualité le 11 juin, mais en solo. Cette fois-ci, il sera en quintet, et il y aura du nouveau : alors que depuis plusieurs années il ne se produisait qu'en solo ou en trio avec régulièrement Jimmy Lyons au saxo-alto et Andrew Cyrille à la batterie, voici que sont annoncés trois nouveaux musiciens, inconnus : David's Ware au saxo-ténor, Raphe Malik à la trompette et Mark Edwards à la batterie.

Jimmy Lyons sera toujours là, mais Andrew Cyrille a disparu. Il est probable que ces changements modifieront sensiblement le son de l'orchestre de Cecil Taylor, le ramenant peut-être vers ce qu'avait été l'orchestre qui avait réalisé le superbe disque Conquistador. Mais ce sera peut-être aussi tout autre chose. Ce qui est sur par contre, c'est que la musique et le jeu pianistique de Taylor en resteront le noyau dur. Une musique dont l'exigence est totale, tant pour le(s) musicien(s) que pour les auditeurs (on n'y adhère pas toujours facilement du premier coup). Une musique faite de longues vagues sonores, vagues déferlantes et lames de fond, fortement ponctuées dans les graves par la main gauche ; une musique inouie, d'une tension sans égale, où dans un premier temps toutes les amarres peuvent sembler rompues, mais qui s'ancre néanmoins dans une histoire et qui se marque comme l'une des pointes les plus avancées de la musique noire d'aujourd'hui.

Un concert à ne pas manquer !

1. Pourquoi, ici, dans la rubrique musicale de Rouge, parler de Cecil Taylor ? Son concert de mercredi soir fera salle comble, mais il ne déplacera pas les foules des concerts des Stones... ou de Genesis. Sa musique est à découvrir et ce ne sont ni les discours, ni les appels enflammés à l'écouter qui le donneront à entendre.

Alors... parmi la multitude des concerts divers (classiques, rock, folk, jazz, variétés), pourquoi chcisir celui de Taylor, si ce n'est en fonction de « goûts » personnels, dictature libidinale d'un rédacteur ? Hé bien... enfin, à vrai dire : pour aucune autre raison. Mais « ces goûts » qui ne sont pas infondés, sont aussi révélateurs d'une certaine pratique de la musique que l'affluence aux concerts ne suffit pas à justifier. Si cette dernière phrase n'est pas suffisamment claire, la relire après ce qui suit, plus concret (si on veut) :

2. Il se passe, avec la naissance de la musique afro-américaine (la musique des esclaves noirs des USA), quelque chose de nouveau : lorsque naît le blues, tombe du même coup une distinction qui semblait éternelle aux mélomanes occidentaux : la distinction musique savante/musique populaire. Pour donner lieu à une nouvelle distinction — plus productive parce qu'interne à la musique elle-même : musique écrite/musique improvisée, laquelle fonde entre musiciens et public une relation inédite et fructueuse : plus d'écoute passive et béate, mais une « prise de parti ».

Toutes les formes musicales qui suivent — rock, jazz, etc. — en privilégiant l'improvisation collective (ce qui implique une certaine simplicité) participent, qu'elles le veuillent ou non, de cette prise de parti : qui écoute les Stones, les Who, Genesis, Shepp ou... Cecil Taylor ? Ce ne sont plus des mélomanes avides de consommation culturelle, mais des musiciens gratouillant la guitare ou taquinant le saxo, en tout cas tapant des pieds et des mains, vocalisant, braillant ou sussurant, en un mot musifiant (et tant pis si ce mot, justement, n'existe pas). La fascination exercée par un Mick Jagger, un Bob Dylan ou un Cecil Taylor n'est pas celle de dieux intouchables mais de porte parole : porte parole de tous ceux qui jouissent à tripoter la musique.

3. Et Cecil Taylor dans tout ça ? Disons-le tout de suite : il ne se contente pas de pianoter, de caresser le clavier en amateur ! Sa technique, pour différente qu'elle soit, n'a rien à envier à celle des plus grands solistes classiques. Mais cette technique n'est pas tournée vers la reproduction d'une musique déjà écrite. Taylor invente ce qu'il joue quand il le joue. Technique qui ne complexe pas l'auditeur-musicien mais l'invite bruyamment à s'y mettre.

4. Cecil, entendu en piano solo la semaine dernière : un jeu de piano jamais entendu : on pense aux tambours. Jeu entièrement tourné vers la percussion — la mélodie n'intervenant que pour rendre plus lisible la multiplicité des rythmes.

Mode d'emploi : ne pas commencer pas se laisser aller. D'abord, le parti pris. J'avais choisi les tambours. Puis se laisser aller (très important). Autre parti pris possible (il y en a d'autres) : à l'inverse de la « new music » américaine (Terry Riley, La Monte Young...) qui répète une phrase pendant des heures, avec d'infimes variations, Cecil installe un « climat d'écoute » dans l'infinité de ces variations. Le résultat n'est pas si différent...

5. Mercredi, Ceci Taylor joue en quintet. A la polyrythmie du piano-tambours, succèdera le jeu collectif... Jeu au sens propre, dont les règles ne cessent (au gré du plaisir de chacun des musiciens) de se déplacer, de fuir... A nous de les rattraper pour en jouer (en jouir) à notre tour...

P-F. D.

• Pour ceux qui ne pourront être à Paris le 23, Cecil Taylor sera le 11 juillet à Nîmes et le 25 juillet à Antibes.

• Pour ceux qui iront en Italie en juillet, avant d'aller au festival d'Ombrie, ils pourront passer pas Pescare où on pourra écouter du 8 au 12 juillet : Steve Lacy, Sam Rivers, Don Pullen, Giorgio Gaslini, Cootie Williams, Barry Altschul, Sun Ra, etc.

kronikrock

La rubrique « musique » a décidé d'essayer de lancer une chronique hebdomadaire, pour vous informer mieux sur plus de choses.

Alors pour commencer on va causer festivals, vu que ça commence à se préciser : d'abord celui du *Castelet*, le 24 et 25 juillet. C'est dans le Midi : le Var. Comme *Libé* l'a annoncé le premier (bravo !) je vais juste répéter les plus intéressants : **Mac Laughlin, Mac Coy Tyner, Taj Mahal, JL Ponty, Magma ect...** Déjà c'est pas mal ! Mais ce que *Libé* ne dit pas, c'est que y aura sans doute des plus beaux encore : on parle de **Chick Coréa** (avec **Stanley Clarke**), **Weather report** (fabuleux) et **Miles Davis** (attendu). *Rouge* vous en donne plus ! Faut dire aussi que l'emplacement est immense et que l'organisateur s'appelle **Michael Lang**... ça vous dit rien, pourtant c'est lui qui a fait Woodstock, le super festival d'amour, de paix, et d'eau fraiche.

Ensuite , un autre, un mois plus tard, lieu déjà connu : *Orange*. Là on reconnait, *Wah Wah RTL*, les gros agissent. En première exclusivité *Rouge* vous annonce que **Patti Smith**, **Mike Oldfield**, **Tangerine Dream**, et les **Kinks** y seront. On parle aussi de **Roxy Music**, mais je vous apprends que ce groupe n'existe plus. Ils se sont séparés, ça laisse une série de bons musiciens provisoirement au chômage ! *Orange* c'est le dernier weekend du mois d'aout et ca dure 3 jours, peut-être 4.

En plus de *Chateauvallon* et *Antibes* (deux festivals de jazz) l'été sera donc pas mal musical : on veut bien, tant mieux !

Mais la saison parisienne n'est pas terminée. D'abord un mot sur le festival de *Louvenciennes* de samedi dernier : 3000 personnes, des organisateurs bien sympas, un temps jamais trop mauvais, 8 à 10 heures de musique très douce, des musiciens doux. Certains ont regretté du rock et des choses comme ça ! Pourtant quelle touche de parfait dans les vocaux de **David Allen** ! Et quelle vie **Majhun** ! C'était bien merci !

Samedi prochain on recommencera la journée non-stop avec 8 groupes français cette fois-ci, aussi en banlieue , à *Noisy le Sec*. Les musiciens sont les organisateurs, on en reparlera dans la semaine.

N'oublions pas **Cécil Taylor**, **Warmardi** et **Genesis** mercredi à la *Porte de Pantin*, pour ceux qui aiment... sans moi ! Dure semaine, ça n'arrête pas !

Musique classique en pique-niquant

A L'EGLISE DES BILLETTES...

Nous avions rendez-vous à 20 H. 30, rue des Archives. Deux bistrots, quelques arbres. Il fait chaud encore, très chaud. Le citron pressé à 3,50 F, trop cher ! On se rabat sur une eau minérale pour trois (2,90 F). La plupart d'entre nous se sont dépêchés pour arriver à temps. Les gosses courent autour des arbres, ils crient. Nous, nous bavardons du jour à finir, des taches à accomplir et du concert à venir. A la caisse, quelqu'un demande une place étudiant à 15 F. Alors on enchaine « Et pour les chomeurs ? » C'est 25 F. Quand même. « Et pour les enfants ? » Mais ils se sont déjà glissé dans la salle ; je ne saurai jamais si les enfants devaient payer.

Nous entrons dans l'église des Billettes. A gauche le patio. Il y fait frais. Les rigueurs protestantes ont oublié les fleurs et les fontaines, mais basta ! Les gosses y trainent savattes dans le gravier, on grille une cigarette sous les arcades. On a le temps. Le concert annoncé à 21 H débute à 21 H 30. La nef est bordée de balcons de pierre sur deux étages. Je me souviens de la dernière fois où je suis entrée dans une église, c'était pour un concert de jazz à l'église St Germain.

La flute primesautière

Ici le concert annonce deux musiciens : Liliane Novak, flute et Dragan Minderovic, piano. En première partie : JS. Bach, Vivaldi et Haendel, trois sonates. C'est du classique comme on en entend souvent ; mais là c'est de chair qu'il nous parvient grâce à la maitrise des deux interprètes. C'est un plaisir, même pour un profane de déceler le tempo de chacun des mouvements et la qualité de chacun des compositeurs. La flute accompagne Bach dont le piano tient la mélodie ; la flute est primesautière dans Vivaldi, elle devient lyrique avec Haendel. A l'entracte, on bavarde dans l'allée de l'église ou dehors, assi sur le muret on lève les yeux vers la maison qui s'élève autour du patio. Du linge sèche à une fenêtre, rouge contre le mur blanc. La nuit, à force de ne pas tomber, semble s'être retirée tout ai fait, aussi, c'est à la paresseuse que nous regagnons nos places pour la seconde partie. Mozart nous chante une sonate de ses douze ans. Glück nous dit un passage d'Orphée. Parfois les deux instruments se confondent, ils se chevauchent.

Des yeux

Dans un mouvement de fugue (Mozart) et se répondent dans la musique de Glück. Je lève les yeux vers les mômes (amateurs de jazz, rock and roll et pop). Ils sont au balcon du deuxième, le regard fixé sur les mains des musiciens qui courent et s'attardent. Ils ne sont plus que des yeux. Toujours ça de gagné sur les cris et les revendications coutumiers. Mais c'est Prebanda qui a remporté leur adhésion et la notre. Prebanda, compositeur yougoslave. Il a transposé dans sa « Pastorale de Bosnie » la musique folklorique de son pays. Et ça fait vraiment rêver, ce piano dont les sonorités sont celles de l'accordéon et d'instruments à vent, cette flute qui raconte un air de flute de paon ; c'est champêtre, nostalgique, étrange et rythmé. On rappelle les musiciens avec tant d'enthousiasme que, sans se laisser prier, ils nous accordent deux mouvements d'une sonate de Poulenc en prime, compositeur contemporain dont la musique difficile suppose une grande dextérité de la part des interprètes.

On lésine, malgré les injonctions du gardien de l'église. J'ouvre le petit sac en plastique que Sarah avait glissé dans ma main : « pour ton diner ». Il y a des tartines beurrées, un oignon blanc, des radis, quelques cerises. Alors nous nous sommes assis sur la marche de l'autel et nous pique niquons. Les gosses rivalisent de prouesses au piano, d'autres montent à la chaire. Ni la main de dieu n'est tombée sur eux, ni les flammes de l'enfer ne nous ont dévorés. A les vivre comme ça, les églises pourraient retrouver leur sens de « Maison de la culture », mais une autre culture pour d'autres gens que ceux qui, ordinairement, les fréquentent.

Les préjugés contre le plaisir de vivre

Et pour ceux que le spleen gagne à Paris en juin les jours de désoeuvrement, le jeudi 17 juin à 21 H à l'église des Billettes, il y a un concert : orgue et clavecin, des oeuvres de Mozart, Bach et Soler. D'autres concerts auront lieu cet été, dont nous pourrions tenir le calendrier, dans des endroits où on n'a pas l'habitude d'aller et où on peut aussi discuter, rire et plaisanter, où l'humanité n'est pas différente de celle de Pigalle et du Boul'Mich. Mais les pressions sociales et les habitudes qui endiguent les loisirs, les préjugés qui privent du plaisir de vivre pèsent sur presque tous.

Anna Jaime

Dans l'objectif

GUERET

● Demain soir à 21h, le *Groupe folk écossais Silly Wizard* passera à la MJC. « C'est super et ça fait du bien dans la grisaille quotidienne »

LYON

● Dernières projections au cinématographe de *Lyon en fièvre*, (18h), *Bof* (19h 45) que l'on a récemment pu voir sur les écrans de télé et *Le secret de la vie* (21h 40). L'adresse n'a pas changé : 44, cours Suchet. Tel : 37 24 84.

NICE

● Vous téléphonez au 88 88 20, avenue d'Estinne d'Orves et là, vous vous renseignez sur le stage *Musique régionale et vie artistique.* On y abordera la base des techniques musicales et vocales... pendant une semaine (jusqu'au 26 juin). Un seul défaut : ça coûte un peu cher (500 Frs)... Mais il y a des possibilités d'obtenir un congé et une bourse totale ou partielle. MJC Magnan.

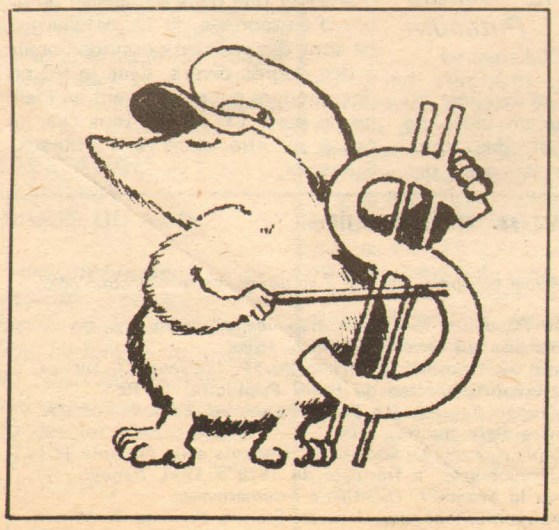
PARIS

● *Claire* (chant, guitare, autoharpe), *Michel Saulnier* (contrebasse du groupe Belinao de Paris) et *Louis Sclavis* (flûte, saxo, clarinette-basse du free jazz Workshop de Lyon) seront au théâtre Mouffetard ce soir et demain à 22h. 76, rue Mouffetard. Tel : 336 02 87. Ne les manquez pas ! Ça a l'air d'être chouette...

● *Un gala de solidarité avec Haïti* (ce soir à la Mutualité) : « contre 20 ans de tyrannie Duvalieriste ». Avec : François Béranger, la chanteuse haïtienne Toto Bissainthe, le danseur haïtien Hernst Duplan, deux groupes chiliens, Trabunche et Aucan. Le gala est organisé var le KOPADAE (comité des organisations patriotiques et des démocrates haïtiens en Europe). Sous le patronage de : comité français de défense des droits de l'homme en Haïti, CIMADE, MAJ. Témoignage d'Amnesty International et collaboration du comité Santo Domingo en Lucha. Participation aux frais : 15 Frs. 20 heures.

● A la librairie « l'œil du futur » se terminera demain *la semaine Philippe Druillet* (dessinateur de BD de SF). Des planches originales, des affiches, des lithos et tous ses albums. 36, rue des Enverges. 75 020.

IL NOUS FAUT 400.000F



LA SOUSCRIPTION CONTINUE

Nos lecteurs se souviennent que nous avions rassemblé la somme totale de 236 millions d'anciens francs pour mettre en route l'imprimerie, pour engager les permanents nécessaires au quotidien, pour tous les frais de lancement.

Depuis la fin de cette souscription (qui avait été étalée sur huit mois, de juin 75 à février 76), nous avons ouvert une période de collecte ordinaire, jour après jour, auprès de nos lecteurs. Petites sommes par petites sommes, nous sommes arrivés à 17 millions anciens qui se sont ajoutés au 236 millions dans tous les frais de ces trois derniers mois du journal. Si nous chiffrons maintenant le nouvel objectif exceptionnel à 40 millions, c'est bien entendu à partir de maintenant et jusqu'à la fin du mois, en plus de ces 17 millions. En ajoutant, jour après jour, les chiffres en colonnes, nous devrions atteindre 57 millions anciens.

télévision

Lundi 21 juin

TF 1

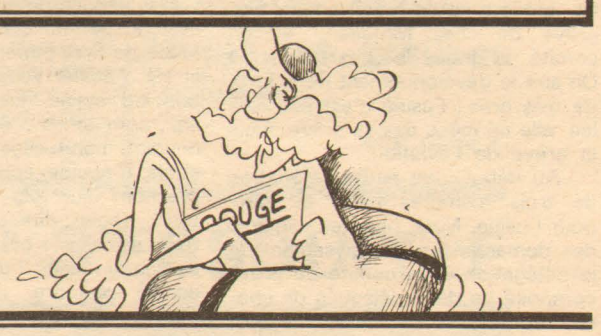
12.15	**Réponse à tout**
12.30	**Midi première**
13.00	**Journal**
13.35	**Programmes régionaux**
13.50	**Restez donc avec nous**
14.55	**La légende des Strauss** (feuilleton)
18.05	**Pour les jeunes**
18.30	**A la bonne heure**
19.05	**Châteaú espérance**
19.20	**Actualités régionales**
19.40	**Une minute pour les femmes**
19.45	**Alors raconte**
20.00	**Journal**
20.30	**L'accroche-cœur** Une comédie de boulevard de Pierre Caron, d'après un scénario de Sacha Guitry. Bof...
21.50	**Le tour de rance d'un coursier** Une fort longue émission sur le tour de France et ses « à côtés ».
23.25	**Journal**

A 2

14.00	**Flash journal**
14.05	**Les après-midi d'antenne 2**
18.15	**Le palmarès des enfants**
18.30	**TV service**
18.55	**Des chiffres et des lettres**
19.20	**Actualités régionales**
19.45	**Y'a un truc**
20.00	**Journal**
20.35	**La tête et les jambes**
21.50	**Droit de cité** Trois artistes provinciaux (un auteur-compositeur-interprète, une photographe, un compositeur de musique électro-acoustique)... leurs difficultés.
22.50	**Journal**

FR 3

18.45	**Pour les jeunes**
19.05	**Programmes régionaux**
19.20	**Actualités régionales**
19.40	**Tribune libre** L'auteur de *Parole de femme,* Annie Leclerc, discute en compagnie de Christiane Rochefort. N'oubliez pas d'allumer votre téléviseur à 19.40 !
19.55	**Flash journal**
20.00	**Au fil du Rhône**
20.30	**Prestige du cinéma** **Le voyou, de Claude Lelouch (1970)** Une comédie policière bien fichue. Avec Jean-Louis Trintignant, Christine Lelouch, etc.
22.25	**Journal**



ABONNEMENTS D'ETE

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.

Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.

Alors, on vous offre, au choix :
— Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
— Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
— Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE : RUE .....

N° ..... **VILLE** .....

CODE POSTAL

PERIODE CHOISIE : *Du* ..... *Au* .....

ANCIENNE ADRESSE

N° DE LA BANDE D'ENVOI

TARIFS	*15 jours*	*1 mois*	*2 mois*
FRANCE	*20 F*	*40 F*	*60 F*
ETRANGER	*33 F*	*65 F*	*100 F*
AVION	*écrire au journal*		

rouge

L'organisation de la grève

MORANE-SAULNIER, L'USINE MODÈLE

durant les journées de juin 1936, certaines entreprises, en raison de leur importance ou de la qualité de leur organisation (animée par des cadres ouvriers expérimentés), ont joué un rôle de pilote dans leur branche, leur quartier ou leur localité. IL ne faut pas perdre de vue la faible syndicalis ation avant l'entrée en lutte d'une masse considérable de travailleurs et le débordement des syndicats. L'usine Morane a rempli cette fonction d'animation, de soutien, de coordination dans la banlieue ouest de Paris. Nous publions une relation rédigée sur le vif à l'intention de la presse trotskyste dont nous avons respecté le style. Nous la complétons par des informations reçues des camarades Roger Foirier et daniel Roulin qui ont servi d'agent de liaison entre Morane et les autres entreprises.

Chez Morane-Saulnier, la grosse boîte d'aviation de Puteaux, la grève prend un aspect d'une telle importance que cette boîte est devenue une sorte de modèle d'organisation, un centre pour toutes les autres usines de la région.

La grève s'organise

Mardi, au débrayage, immédiatement le standard a été occupé. Toute communication avec l'extérieur intergdite à la direction, hors du contrôle des délégués ouvriers. Cahier de revendications posé, lles copains sont montés aux bureaux d'études, inviter les dessinateurs à se solidariser avec les ouvriers et ce n'est pas seulement le bureau d'études qui marche, mais la maîtrise dans l'ensemble réclame sa place aux piquets de garde.

Quand le grand patron demande la communication avec le ministère de l'air, les copins du standard en avise le comité de grève qui consent à condition de suivre à l'écouteur la conversation.

Mais les copains se lient avec toutes les autres boîtes d'aviation en grève : « Allo ? ici comité de grève de chez Morane... — Ici, comité de grève de chez Bréguet. » On suit le développement de la lutte de trés près : l'usine n'est pas isolée, elle ne mène pas sa grève, mais la grève de l'aviation.

Au début, une petite délégation de trois membres traite et parle pour l'usine. Mais, hier, les camarades demandaient l'élargissement de la délégation à un comité de grève composé de deux délégués de chaque équipe. La délégation ne doit pas conduire, c'est la base, c'est l'usine qui dicte sa volonté aux délégués.

Le comité de grève possède son bureau composé de huit membres, dont trois délégués et cinq membres du comité de grève, la majorité n'aura donc pas de contact avec la direction et échappera totalement à l'influence toujours néfaste que peuvent avoir les « spécialistes » de la production sur les délégués ouvriers.

Le travail du comité de grève est sérieusement organisé. A 8 heures du matin, réunion du comité de grève suivi d'une assemblée d'usine où toutes les informations sont données concernant l'avance des pourparlers avec la direction, l'aspect général du mouvement ainsi que tous les détails d'organisation intérieure.

A 17 heures, réunion à nouveau , pas obligatoirement suivie d'assemblée d'usine, mais à l'issue de laquelle un communiqué est rédigé et affiché au journal mural.

Le travail des commissions

Dans le comité de grève sont constituées plusieurs commissions, à la tête de chacune d'elles se trouve un responsable assisté de deux ou trois membres du comité :

a) Commission de propagande : elle établit les liaisons extérieures, délégue des camarades pour haranguer les prolos d'autres boîtes au nom de l'usine Morane. Organise le journal mural (communiqués, coupures de journeaux commentées, photos avec feuilles de service, etc...) ;

b) Commission de ravitaillement : les travailleurs organisent une cuisine collective pour la division de service ;

c) Commission de surveillance : une des plus importantes. Occupation du standard et des portes. A chaque porte, un responsable organise les équipes de trois ou quatre, relayées toutes les heures. Au standard, une équipe d'ouvriers a appris le fonctionnement pour relayer la standardiste, mais un seul d'entre eux est chargé de répondre aux appels de l'extérieur, de se lier téléphoniquement avec toutes les boîtes pour suivre le mouvement.

Un service de pointage est établi et tenu par un copain ajusteur qui tâche de faire patienter la queue des chefs d'atelier venant réclamer leur bon de sortie. Les contremaîtres, eux, sont tenus d'être présents aux heures habituelles d'entrée, les chefs d'équipe comme les copains prennent leur tour de garde à leur tour. Seuls, directeur, administrateurs et caissier ont d'abord eu libre circulation dans l'usine. Le pipelet, ancien pandore, qui invoquait la mitrailleuse pour déblayer l'usine, s'est vu « consigné » dans sa loge et surveillé par deux gars solides. Il commence à comprendre que le patron d'aujourd'hui s'appelle Ouvrier.

Les copains se préparent à tenir le coup et s'installent dans l'usine avec la conscience trés claire et trés nette que la rigolade est exclue des problèmes d'organisation qui se posent devant eux.

Avis au patron

Les ouvriers de chez Mane ont su répondre comme il fallait à une manoeuvre de la direction. Celle-ci avait affiché la reprise du travail dans toute l'usine sans que le comité de grève ait eu à discuter des conditions de la reprise. Aussitôt, les copains se sont précipités au bureau aprés avoir déchiré toutes les affiches patronales. Le copain qui prit la parole le fit avec la plus grande sévérité : « Ici, vous n'êtes rien ! C'est nous qui sommes responsables de tout ! Entre vous et nous, c'est une question de force ! Hier, le rapport de forces étaient en votre ffaveur et vous nous avez exploités et opprimés tant que vous avez pu ; aujourd'hui, c'est nous qui avons ce rapport de forces à notre avantage, il faut bien vous mettre dans la tête que nous voulons l'exploiter jusqu'au bout ».

L'accés des ateliers fut interdit à la direction qui se réfugia dans on bureau et obligée de réclamer son bon de sortie tout comme les manoeuvres. L'amour propre patronal en prend un vieux coup, mais quel raffermissement de la conscience de classes des ouvriers ! ! Les ouvriers comprennent qu'ils sont maîtres de l'usine et ils posent déjà partout le problème du fonctionnement de l'entreprise sous leur propre contrôle.

L'auto-défense

Quand l'usine fut avertie d'une tentative d'attaque de Croix de Feu, la première réaction des copains a été de poser le problème de l'armement : « Comment s'armer ? ».

C'est là que se montrent les véritables révolutionnaires et les bureaucrates syndicalistes. « Non ! pas encore ! » criaient les petits bonzes aux ouvriers qui proposaient d'opposer des fusils aux balles fascistes. Les copains se sentaient sans sécurité avec leurs triques de fer ou de bois devant une mitrailleuse Croix de Feu, et leur raisonnement était juste. On ne fait pas nettoyer les machines aux prolos sans qu'ils aient le sentiment de soigner leur machines, ils n'occupent pas les usines sans la conscience que ces usines sont à eux et qu'elles constituent leur force, et qu'il faut donc préparer leur défense.

Le rôle des cadres ouvriers

Le principal animateur de la grève chez Morane est Fernand Hamard, ancien membre du Comité Central des JC et ancien permanent de la commission de la propagande antimilitariste. Aprés la liquidation dde cet appareil, consécutif au tournant patriotique du PC, Hamard est mis à l'écart pour raison de « sécurité » . Son nom figure sur une liste de « suspects » qui circule dans les cellules ; il est mis à l'index. Depuis un certain temps il suit avec intérêt l'action de la cellule trotskyste de Puteaux-Surresnes. Ne pouvant pas compter sur l'appui des militants du PC dans son travail de délégué et de dirigeant de lutte, Hamard sollicite l'appui extérieurs des militants trotskystes disponibles. Roger Foirier, enseignant, assure les liasons d'information et accompagne Hamard qui fait débrayer les usines d'alentour. Daniel Roulin, chauffeur d'autobus à la TCRP (RATP) et qui possède une moto, fait l'estafette entre Morane et les nombreuses entreprises qui rencontrent des difficultés á mettre en place des équipes efficaces et à faire face à tous les problèmes posés par la grève avec occupation. Pour la rédaction des cahiers de revendication, l'assistance de syndicalistes exexpérimentés est souvent sollicitée. Les cadres font cruellement sdéfaut bien que de jeunes éléments de valeur apparaissent au cours du mouvement.

Dans une fonderie de la rue Carnot à Suresnes, une délégation de chez Morane qui appelle au débrayage est conspuée et chassée par les ouvriers qui sont opposés à la grève. Deux jours aprés, les mêmes ouvriers réclament d'urgence un délégué de chez Morane, pour établir un cahier de revendications. Ils viennent de débrayer. Hamard se rend sur les lieux et aperçoit le patron saisi aux bras et jaux jambes par quatre gaillards qui le balançent devant le four ouvert, menaçant de le jeter dans le feu. Hamard fait libérer le patron. Le cahier de revendications est rédigé sur le champ avec la participation de tous les ouvriers qui ont pi s'introduire dans le bureau bondé, en face d'un ppatron sous l'emprise d'une vive émotion. Le fait est exceptionnel et tient à une main d'oeuvre nnon professionnelle condamnée à des travaux exténuants, horriblement exploitée et sous payée.

L'activité de la cellule trotskyste de Puteaux-Surresnes

Dans les usines d'aviation ou d'automobile, la mise en place de comités de grève et des commissions diverses se fait avec une aisance et une rapidité remarquables. On constate dans la petite bourgeoisie un certain consensus. Lors des collectes effectuées, les commerçants donnent généreusement, impressionés par l'ampleur de la vague comme par la méthode d'organisation des grévistes, leur résoluton et les reculades gouvernementales devant les exigences ouvrières. Les usines et la rue sont au travailleurs en lutte. Toutefois des gardes, des systèmes de défense sont mis au point : portes métalliques soudées, vigies de quart sur les terrassses, contrôle des entrées et des sorties. Plusieurs fausses alertes , en mobilisant tous les occupants aux portes, qui leur étaient attribuées, permettent de voir avec quelle détermination hommes et femmes sont prêts à affronter un tel combat.

L'action de la cellule de Puteaux-Suresnes ne se limite pas à cette intervention aux côtés de Hamard, chez Morane et les autres entreprises. Ses militants ouvriers sont à la pointe du combat, aux postes responsables chez Bloch, chez Renondin, chez Simca, à l'Arsenal de Puteaux. Il faut ajouter que le cas de Fernand Hamard n'est pas isolé. Les historiens se posent encore la question : qui animé, dirigé ces grèves ? Sans pouvoir généraliser, bien sûr, ce qui serait inexact, il est possible d'affirmer que dans un certain nombre d'entreprises de la métallurgie, ce sont des militants ooppositionels à des degrés divers, dans le PC ou des ouvriers qui se trouvent en marge du parti. CC'est, en tous cas, ce qui a pu être observé à Puteaux-Suresnes.

LE NUMERO : 0 FR. 30
VENDREDI 12 JUIN 1936
N° 1

" Prolétaires de tous pays, unissez-vous ! "

la lutte ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV• Internationale

1.500.000 chômeurs demeurent hors-la-loi.

Devront-ils occuper les mairies pour obtenir une augmentation de leur indemnité ?

Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers !

L. TROTSKY

L'étape décisive

Blum-Jouhaux-Duchemin tombent d'accord mais les travailleurs poursuivent la lutte

Passez des Comités de grève aux Comités d'usine permanents

contre l'offensive des exploiteurs et des mercantis
Aidez les paysans et les soldats à créer des Comités de caserne et des Conseils paysans

Formez vos milices ouvrières

EN AVANT pour un PUISSANT CONGRES des COMITES

NOTRE POLITIQUE

LES NOTRES

J.-G. BLUMKINE

AMNISTIE POUR TOUS

Dans les prisons de Blum-Salengro

Préparons l'offensive pour le pouvoir

« Dans la nuit de samedi à dimanche, le gouvernement a fait saisir le nº 1 de « La Lutte Ouvrière » édité par les trotskystes qui donnaient des directives provocatrices aux travailleurs en grève. « Le Jour » indique faussement que ces gens constituent l'aile gauche du Parti communiste. Il est superflu de rappeler que nous n'avons rien de commun avec ces contre-révolutionnaires ».(L'Humanité du 15.6.36).

Quelques livres a consulter

Jacques Danos et Marcel Gibelin : **Juin 36**, *2 volumes, petite collection Maspéro*
Daniel Guérin : Front Populaire, révolution manquée, Maspéro.
Georges Lefranc : **Histoire du Front Populaire**, *Payot.*
Georges Lefranc : **Juin 36, l'explosion sociale du FP**. *Collection A.Julliard.*
Jean-Pierre Rioux : **Révolutionnaires du Front Populaire**, *10/18.*
Willard, Chambaz, Bruhat, Cogniot : **Le Front Populaire**, *Editions sociales.*
Pierre Naville : **L'entre-deux guerres**, *EDI.*
Michelle Perrot et Annie Kriegel : **Le socialisme français et le pouvoir**, *EDI.*
Jean Rabaut: **Les « gauchistes » français de 1929 à 1944**, *Denoël.*
Léon Trotsky : **Où va la France ?**, *Quatrième Internationale.*
Léon Trotsky : **Le mouvement communiste en France**, *Editions de Minuit.*